

DANS LA TOURMENTE À JAMAIS...?

PAGES 2-4

A circular portrait of Dr. Aisha M. Williams, a Black woman with curly hair, wearing a dark blazer over a light-colored collared shirt.

IMPÔT LE DÉCOMPTÉ A COMMENCÉ

▶ 6

**FEMMES
IMMIGRANTES
CHERCHENT
SERVICES EN
FRANÇAIS**

▶ 7

INFRASTRUCTURES DES GESTES TIMIDES

▶ 14

HAUT NIVEAU LES ATHLÈTES CHERCHENT DES CAPITAUX

▶ 17

AU PIA
C'EST TENUE
DE GALA

▶ 18-19

**SPÉCIAL
CAHIER
DE L'ÉVEIL**
PAGES 9-12





Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsmn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 4 au 17 avril 2024: **f3ptori**

LES RADIOS COMMUNAUTAIRES EN QUÊTE DE STABILITÉ ET DE RECONNAISSANCE

Les radios communautaires de l'Alberta ont lancé un énième cri du cœur en mars dernier à l'intention de Patrimoine canadien et de la Table communautaire de proposition albertaine, réclamant à nouveau l'accès aux fonds de programmation indispensables à leur bon fonctionnement. Privées de ce soutien financier stable, ces stations radiophoniques francophones sont plongées dans une incertitude croissante qui menace non seulement leur pérennité, mais aussi la stabilité d'emploi de leur personnel.

« Chaque année, à partir de début mars, on se demande : "Est-ce qu'on va encore avoir un emploi?". Si on n'est pas capables de payer les locaux, les directions générales, nos employés... Les radios, elles ne vont juste plus exister », s'insurge la directrice générale de la station francophone de Plamondon, Alyson Roussel.

Elle remarque les répercussions que le sous-financement occasionne sur le terrain : des équipes à bout de souffle, une surcharge de travail immense et plusieurs épuisements professionnels. « C'est difficile. Je suis à la tête de Boréal FM depuis cinq ans et depuis cinq ans, le financement est très compliqué... On se sent très seuls. On ne se sent pas appuyés », ajoute la directrice générale qui quittera son poste sous peu pour se joindre à l'Alliance des radios communautaires de l'Ouest et des Territoires (ARCOT).

Son homologue à Falher, Gisèle Bouchard, dépeint un tableau tout aussi sombre. « On peine à garder la tête hors de l'eau », laisse-t-elle tomber. Pour maintenir leurs émissions à l'antenne, les stations de radio doivent couvrir des dépenses annuelles d'au moins 300 000\$, rappelle-t-elle. Des frais difficiles à assumer lorsque les revenus provenant de contrats publicitaires se font rares et génèrent des sommes minimes, surtout dans un contexte minoritaire.

« Et 300 000\$, c'est avec un *skeleton crew* [une équipe de base]. Ça couvre à peine nos besoins de base. On paie des droits d'auteur, des locations, des bureaux, du matériel », ajoute-t-elle avec émotion. Un simple défaut de console de mixage peut ainsi entraîner des dépenses supplémentaires allant de vingt à quarante mille dollars, en plus des frais courants. Une situation qui peut rapidement devenir insoutenable.

« Tu vas le chercher où [l'argent] quand tu peines à payer tes employés? », se demande la directrice générale de la station Nord-Ouest FM sans réellement espérer trouver une réponse.

SANS SUBVENTION, PAS DE STABILITÉ

La fragilité financière des radios francophones de l'Alberta a été mise en lumière de manière particulièrement évidente en 2023 lorsque Radio Cité, à Edmonton, a envisagé de mettre la clé sous la porte. Un an plus tard, et malgré un déménagement dans les locaux de son nouveau partenaire anglophone CKUA qui a permis d'alléger ses dépenses, la situation demeure encore précaire. « Notre défi continu [est] de [chercher] à avoir un financement stable », explique la présidente du « son » du grand Edmonton, Annie McKittrick.

D'après elle, cette stabilité tant recherchée demeurera hors de portée tant que des fonds de programmation ne seront pas rendus disponibles aux radios communautaires. « Nous avons besoin de trouver des employés à qui on peut offrir une position stable et bien rémunérée. Sans fonds de programmation, nous ne pouvons le faire », insiste-t-elle.

Ce constat est également celui



IJL -
RÉSEAU PRESSE
- LE FRANCO

« CHAQUE ANNÉE, À PARTIR DE DÉBUT MARS, ON SE DEMANDE : "EST-CE QU'ON VA ENCORE AVOIR UN EMPLOI?" »
Alyson Roussel

« NOTRE DÉFI CONTINU [EST] DE [CHERCHER] À AVOIR UN FINANCEMENT STABLE. »
Annie McKittrick

« ON N'A PAS ASSEZ D'ARGENT POUR AGIR COMME MÉDIA DE PROXIMITÉ, FAIRE LA PROMOTION DE LA CULTURE ET PARLER DES ARTISTES. »
Gisèle Bouchard



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Alyson Roussel a dirigé la station radiophonique Boréal FM pendant cinq ans. Photo : Courtoisie



↑ Annie McKittrick préside le conseil d'administration de Radio Cité. Photo : Courtoisie



↑ Gisèle Bouchard (milieu) est la directrice générale de Nord-Ouest FM. Elle est ici accompagnée d'une partie de son équipe. Photo : Courtoisie

que partagent les deux autres radios francophones de la province. Dans un communiqué diffusé le 14 mars dernier, elles expriment leur « désolation » et leur « découragement » face à la mise à l'écart continue des décideurs de ce « financement de base ».

Pour rappel, les stations de radio bénéficient actuellement d'un financement du ministère fédéral du Patrimoine canadien pour des projets d'une durée de douze mois et « dans de rares cas » pouvant s'étendre jusqu'à deux ans. Cette approche est non seulement qualifiée d'« éphémère » et d'« incertaine », mais empêche également les radios de demeurer fidèles à leur mandat, explique Gisèle Bouchard.

« Le fonctionnement par projet, ça nous empêche de faire de la radio. On n'a pas assez d'argent pour agir comme média de proximité, faire la promotion de la culture et parler des artistes. On est forcés de monter des projets pas parce que ça nous passionne, mais parce que c'est ce qui finance la radio. Ça gruge beaucoup de temps », note-t-elle.

DES INCONGRUITÉS INTERPROVINCIALES

En revanche, si elles avaient accès aux fonds de programmation de Patrimoine canadien, les stations pourraient effectuer leur travail sans avoir à faire rouler des projets supplémentaires

qui « épuisent » leurs équipes et ne garantissent pas leur stabilité d'emploi. Le nouveau plan d'action préparé par le ministère pour 2023-2028 aurait pu constituer une occasion idéale de revoir l'admissibilité des stations radiophoniques albertaines à ce financement. L'occasion a été manquée, déplore cependant Alyson Roussel.

« On espérait être considérées avec le nouveau plan. On voyait une ouverture », résume-t-elle. De plus, elle s'explique mal comment les radios communautaires albertaines peuvent être exclues des fonds de base du fédéral, alors que les stations de Victoria et de Yellowknife en bénéficient. « Ils admettent les autres radios, alors pourquoi pas nous? C'est ça qui vient blesser un peu », se désolent-elles.

Plusieurs explications pourraient justifier ce déséquilibre, suggère la directrice générale de Boréal FM. Tout d'abord, la Table communautaire de proposition albertaine chargée de l'octroi des fonds ne semble pas compter de représentant capable de faire valoir les besoins criants des médias communautaires en matière de financement de programmation. « On sait que c'est là où ça a bloqué. On l'a souvent répété. Ce qu'on demande, c'est [de] faire entendre notre point de vue à la Table », affirme Alyson.

Une opinion que partage également la dirigeante de la station Nord-Ouest FM.



↑ Radio Cité a quitté les locaux de La Cité francophone pour les locaux de son nouveau partenaire anglophone CKUA afin de diminuer les dépenses. Photo : Archives Le Franco

«J’ai trouvé ça aberrant qu’on fasse une rencontre juste avec les organisations qui sont déjà subventionnées», dit-elle. D’après elle, l’Association canadienne-française de l’Alberta (ACFA) qui compte «cinq membres» au sein de la Table devrait consentir à de «meilleurs efforts» pour inclure les radios communautaires au sein de l’enveloppe fédérale.

Après vérification, cinq membres de la Table sont en effet affiliés à l’ACFA, qui gère le processus décisionnel de la Table, sauf que deux agissent à titre de membre observateur et de secrétaire ex officio.

«La Table n’invite en aucun cas des organismes communautaires à venir présenter à ses membres puisque la Table est indépendante des intérêts spécifiques à chacun des organismes communautaires et des intérêts personnels des membres de la Table», témoigne, quant à elle, l’ACFA dans une communication officielle envoyée aux radios communautaires albertaines en réponse à leur communiqué.

La rédaction a cherché à s’entretenir avec l’ACFA afin de recueillir plus de détails, mais l’organisme préfère d’abord rencontrer les représentants des radios communautaires «pour entendre leurs perspectives et [clarifier] certaines informations».

D’après nos sources, une rencontre

formelle devrait cependant avoir lieu prochainement entre les deux parties, mais aussi l’administration du journal *Le Franco*, afin d’éclaircir certaines zones d’ombre persistantes et «explorer des solutions potentielles». «Notre directrice générale [Isabelle Laurin] sera en communication avec vous pour identifier une plage horaire afin de tenir cette rencontre», lance la missive dont la rédaction a obtenu une copie.

PARTAGER LA TARTE EN PLUSIEURS MORCEAUX

Les deux dirigeantes de Boréal FM et de Nord-Ouest FM apportent toutefois une nuance importante à leur discours : l’élargissement de la Table communautaire de proposition pour inclure les demandes de leurs organismes pourrait entraîner une redistribution des fonds. Cela risquerait donc de réduire les ressources financières accordées aux autres organismes.

«Je comprends leur enjeu. Ils ne veulent pas couper [les vivres] à d’autres organisations qui reçoivent de l’argent de Patrimoine», mentionne Gisèle. «Ce n’est pas ce qu’on veut non plus, ce ne serait pas juste», renchérit son homologue à Plamondon.

La Table pourrait cependant améliorer son efficacité dans la représentation auprès du ministère concernant les

«
ON NE SE SENT PAS RECONNUES. ON FAIT DES PROJETS, DES ACTIVITÉS, EN PLUS DE NOTRE TRAVAIL QUOTIDIEN QUI NOUS PERMET PROBABLEMENT DE TOUCHER DIX FOIS PLUS LES FRANCO-ALBERTAINS QUE [QUICONQUE].»
Alyson Roussel



↑ Un simple défaut de console de mixage peut ainsi entraîner des dépenses supplémentaires allant de vingt à quarante mille dollars, en plus des frais courants. Photo : DCClic

demandes de financement déposées par les organismes médiatiques, dans le but précis d’augmenter l’enveloppe allouée à l’Alberta. Après tout, soulignent les dirigeantes, les radios communautaires sont des organismes sans but lucratif, tout comme les autres entités qui bénéficient de financement de base. Ainsi, rien ne «justifie» leur «exclusion».

«On est des OBNL comme la FAFA [Fédération des aînés franco-albertains] et comme les ACFA régionales, comme les autres organismes. Pourquoi est-ce qu’on est traités différemment?», s’interroge tristement Gisèle.

«La Table n’a pas la responsabilité d’allouer des fonds spécifiques. Le ministre des Langues officielles ou les gestionnaires de Patrimoine canadien, selon le montant des demandes, demeurent les responsables quant aux décisions finales du financement octroyé», précise de son côté la présidente de l’ACFA Nathalie Lachance dans la communication citée ci-haut.

Et pourtant, cette mise à l’écart donne le sentiment aux deux femmes que le travail des radios communautaires francophones n’est pas pleinement apprécié par les décideurs. Elles rappellent qu’au-delà de leur mission d’information, leurs stations jouent, elles aussi, un rôle crucial tant sur le plan culturel que dans la promotion de la francophonie au quotidien.

«On ne se sent pas reconnues. On fait des projets, des activités, en plus de notre travail quotidien qui nous permet probablement de toucher dix fois plus les Franco-Albertains que [quiconque]», évoque enfin Alyson Roussel.

Une réalité qui fait écho chez Nathalie Lachance, «l’ACFA est consciente et sensible quant à la situation précaire dans laquelle se trouvent vos radios communautaires. Comme vous, nous voyons la valeur ajoutée de nos médias communautaires au développement et à la vitalité de la francophonie albertaine. Votre travail est essentiel afin que nous puissions entendre parler de nos communautés francophones dans l’espace public, mais sans financement adéquat votre survie est en péril. Nous avons effectivement besoin d’une solution, et ce très rapidement.» ▲

Dans leur communiqué, les radios communautaires mentionnent la table de concertation albertaine, qui désigne en réalité la Table communautaire de proposition. Cette entité a pour responsabilité d’examiner les demandes de financement des organismes communautaires en conformité avec le Cadre stratégique de la francophonie albertaine. Elle soumet ensuite des propositions au ministère, qui prend la décision finale quant à l’octroi des fonds.

**GLOSSAIRE**
ÉPHÉMÈRE
Passager, bref

**Sylvain Lacroix**
Président
**Fier Partenaire**
du journal *Le Franco*
NotableHomesCanada.com



↑ La journaliste Gabrielle Audet-Michaud (à gauche), unique journaliste à plein temps du journal Le Franco, sur le terrain la fin de semaine et ce par tous les temps. Photo : Arnaud Barbet

SANTÉ MENTALE DES JOURNALISTES LOCAUX : LA PRESSION DE TOUT FAIRE

Faisant face à des situations de plus en plus dramatiques et à la diminution des revenus, le journalisme local est aussi sous pression. Entre la proximité et le manque de ressources se trouve le risque de se perdre dans son travail.



FRANCOPRESSE

MARIANNE DÉPELTEAU
JOURNALISTE

Quand Anthony Feinstein, professeur de psychiatrie à l'Université de Toronto, a commencé ses recherches sur la santé mentale des journalistes en 1999, il utilisait les journalistes canadiens comme variable de contrôle. Dans un pays calme et sécuritaire, ils étaient une constante à laquelle il pouvait comparer ceux qui portaient en zone de guerre. «Aujourd'hui, c'est beaucoup plus difficile de faire ça», dit-il. «Les nouvelles locales ont tellement changé. [...] Les journalistes canadiens locaux ont désormais un travail beaucoup plus exigeant et potentiellement plus traumatisant à faire.» Il nomme les mouvements Black Lives Matter, les tueries de masse,

les femmes autochtones disparues ou assassinées, les pensionnats autochtones et les changements climatiques comme sources de possibles traumatismes.

«Des communautés ont été ravagées par les changements climatiques, rappelle le chercheur. Les gens ont tout perdu, il ne reste rien des villages, encore moins des maisons. C'est brûlé, inondé, disparu. Tu es confronté à d'énormes pertes.»

TRÈS PRÈS DU SUJET

Couvrir ce genre de tragédies peut s'avérer particulièrement éprouvant pour les journalistes locaux, et ce, pour une raison particulière : la proximité.

Meurtre-suicide d'un père et de ses enfants retrouvés dans un lac, fusillades, crise des opioïdes, allégations d'agressions sexuelles; ce que couvre Jimmy Chabot dans le nord de l'Ontario l'interpelle parfois personnellement.

«En faisant du journalisme en milieu local, tu finis toujours par connaître quelqu'un qui connaît quelqu'un, confie le fureteur pour Radio-Canada. On connaît presque chaque habitant.»

Au moment où Jimmy Chabot nous accorde une entrevue, il est en route vers un salon funéraire, à Val-Gagné, afin de saluer une dernière fois la dame qui a été sa source d'histoires pendant longtemps et sur laquelle il a consacré trois reportages.

«Cette dame était devenue un peu le Tim Horton du village, où on s'arrêtait pour prendre un café, se souvient-il. J'y allais une fois par mois pour la rencontrer. Souvent, ça débloquent vers d'autres sujets dans ces communautés-là. Son décès est arrivé un peu comme une tonne de briques.»

«Quand il y a des décès dans la communauté, des allégations d'agressions sexuelles, qu'un nom sort dans une allégation ou encore le décès d'une personne que j'ai couverte, ça me bouleverse au plus haut point», admet-il.

Il lui est déjà arrivé de se retirer d'un sujet duquel il se sentait trop près, comme un accident de voiture qui a mené au décès d'une personne qui

rentrait d'un spectacle auquel Jimmy Chabot avait aussi assisté. Sans grand hasard, il avait écrit un reportage sur la victime par le passé. «Il y a une ligne sur laquelle il faut que je danse, puis là, j'ai dit que je ne le ferais pas, raconte-t-il. C'est après cet événement-là que j'ai dû prendre des antidépresseurs.»

«C'EST DU MISSIONNARIAT»

Pour Odette Bussière, une tout autre réalité alourdit son travail : le manque de ressources.

L'enseignante à la retraite porte plusieurs chapeaux au sein du *Goût de Vivre*, journal communautaire franco-ontarien dans le sud de la baie Georgienne. Elle est notamment présidente du conseil d'administration, journaliste, réviseuse, monteuse, infographe et parfois livreuse de l'édition papier.

Le tout, à titre de bénévole à temps plein.

«Ce n'est pas un travail régulier de 9 à 5, avertit-elle. Le 1^{er} janvier, j'étais ici et je corrigeais le journal.»

Depuis que le gouvernement a presque cessé d'acheter de la publicité dans les journaux, les revenus se font rares. À part elle, il n'y a qu'une seule employée au *Goût de Vivre*.

«C'est du missionnariat. Je serais rentrée chez les sœurs et ça aurait fait la même affaire», lâche Odette Bussière.

Tout ce travail, elle le fait pour la communauté qui compte sur cette fenêtre sur la vie de leur communauté.

«On a constamment des commentaires, des gens qui appellent pour que paraisse l'anniversaire de leur petit-fils dans le journal, par exemple.» Dans le cas d'un délai dans la parution du journal, le téléphone sonne, relate-t-elle. «Ils vont dire "Hey! Je n'ai pas eu mon *Goût de Vivre!*"»

«Les gens apprécient le journal et on est un petit peu victimes de ça», remarque Odette Bussière.

CRISE DES MÉDIAS

«Les gens se réabonnent pour deux ans – ça va jusqu'en 2026 – alors on se dit qu'il faut continuer. On n'a pas le choix. Mais j'avoue qu'on se pose des questions. S'il m'arrive quelque chose demain matin... Il ne faut pas trop y penser, mais ça serait merveilleux si on pouvait trouver quelqu'un qui veut prendre la relève», avoue-t-elle.

Le *Goût de Vivre* n'est pas le seul dans cette situation. Les médias locaux et communautaires fonctionnent généralement avec peu, mais, dernièrement, la crise des médias fait plus de ravages.

Le Local News Research Project, qui suit les changements survenus dans les médias au Canada, indique que 518 entreprises de presse locales ont fermé dans 344 communautés entre 2008 et le 1^{er} février 2024.

«Les journaux communautaires publient moins de cinq fois par semaine représentent 77 % des fermetures», peut-on lire dans leur rapport (en anglais).

LA PRESSION D'ÊTRE PARTOUT

À Lafontaine, en Ontario, Odette Bussière comprend bien que si elle ne couvre pas sa région, personne d'autre ne le fera. «Il y avait un journal anglophone distribué gratuitement qui couvrait Midland, se souvient-elle. Il a fermé du jour au lendemain, paf, [...] on se retrouve à être les seuls.»

De son côté, Jimmy Chabot ressent une pression similaire : «Kapuskasings est peu desservi, donc c'est sûr [...] qu'il faut que je sois extrêmement présent dans ces communautés-là.»

Le professeur Anthony Feinstein rappelle que derrière les textes et le papier, il y a des êtres humains et leurs limites. «On ne peut pas s'attendre à ce qu'une seule personne puisse couvrir l'ampleur de l'actualité en ce moment. Il faut avoir des attentes réalistes.» ▲



LES NOUVELLES LOCALES ONT TELLEMENT CHANGÉ. [...] LES JOURNALISTES CANADIENS LOCAUX ONT DÉSORMAIS UN TRAVAIL BEAUCOUP PLUS EXIGEANT ET POTENTIELLEMENT PLUS TRAUMATISANT À FAIRE.»

Anthony Feinstein



CE N'EST PAS UN TRAVAIL RÉGULIER DE 9 À 5. LE 1^{ER} JANVIER, J'ÉTAIS ICI ET JE CORRIGEAIS LE JOURNAL.»

Odette Bussière

ON NE PEUT PAS S'ATTENDRE À CE QU'UNE SEULE PERSONNE PUISSE COUVRIR L'AMPLEUR DE L'ACTUALITÉ EN CE MOMENT. IL FAUT AVOIR DES ATTENTES RÉALISTES.»

Anthony Feinstein

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?
NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822
Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton

Association des juristes d'expression française de l'Alberta
 CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE
ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

La santé en français: **Essentiel!**

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

 RÉSEAU SANTÉ ALBERTA

Tout pour améliorer l'accès aux services de santé en français

GLOSSAIRE

FURETEUR
Journaliste et recherchiste

Service de navigation communautaire

Aide aux aînés à faible revenu et au désir de bien vieillir chez soi

Service d'information et de référence

- Aide aux prestations et aux droits
- Comprendre et demander les prestations et les droits accessibles

Programmes de santé et bien-être

- Fournir des informations et un soutien au bien-être physique et mental
- Soutien aux aidants et proches aidants

Aide au logement

- Recherche des options de logement adapté

Service de transport

- Accès à des options de transport adapté

Conseils financiers

- Organisation et offre d'atelier sur le bien-être financier
- Recherche de programmes d'aide financière

Activités de socialisation et de loisir

- Encourager les interactions sociales

Assistance juridique

- Informations et références à des services juridiques

Plaidoyer et soutien

- Défenseur des droits et besoins

Prendre un rendez-vous

Edmonton

Région centre

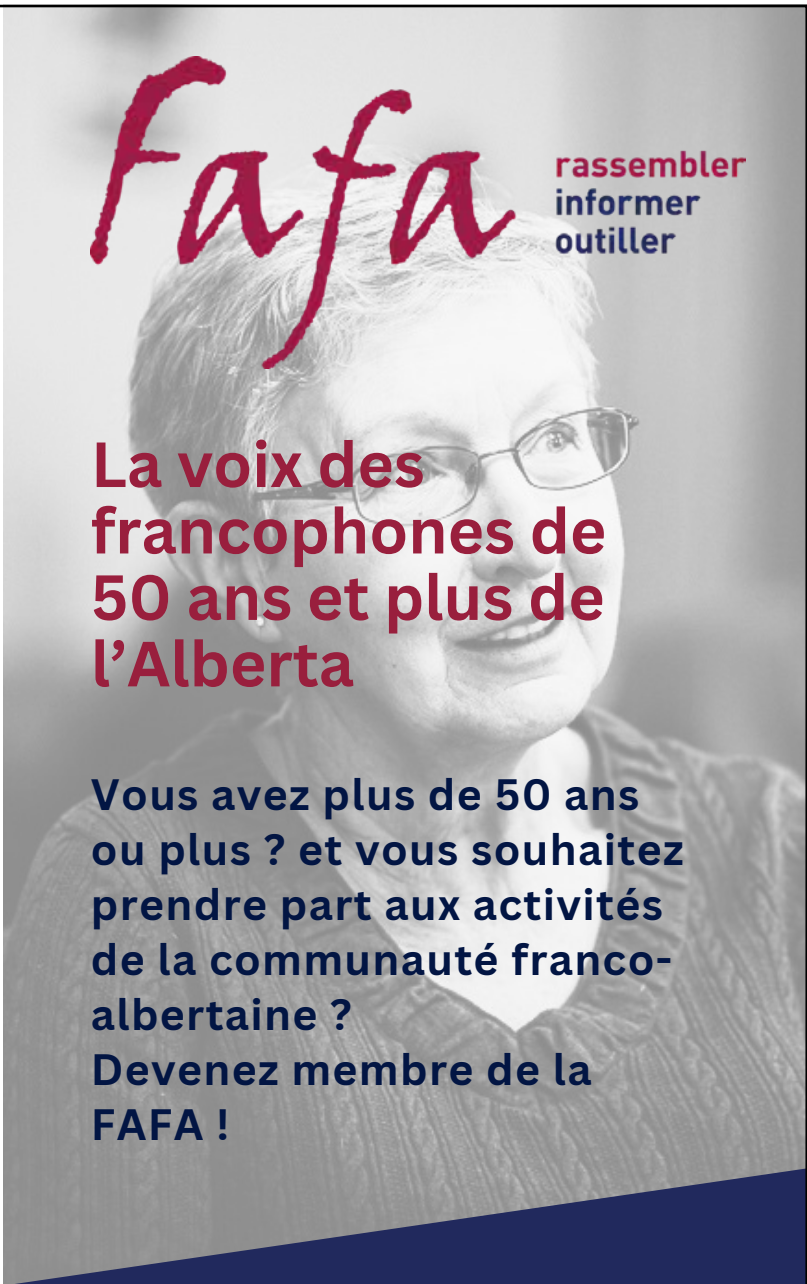
Bureau 140L, La Cité Francophone, 8627, rue Marie-Anne-Gaboury Edmonton, AB T6C 3N1
navigation@fafalta.ca

Calgary

Région sud

Bureau 124, 122 17 Ave SE, Calgary, T2G 1H2
nav.calgary@fafalta.ca

**Les rendez-vous peuvent se faire par visioconférence.*



Devenir bénévole

- Engagement auprès d'un aîné, création d'un lien de confiance et d'une relation humaine
- Obtention d'un certificat de bénévolat et d'implication communautaire
- Défraiement de la demande de certificat de police nécessaire pour visiter une personne aînée

Exemples de services

- Rencontre sociale (visites, conversations, etc.)
- Aide aux tâches ménagères (courses, cuisine, ménage, etc.)
- Petits travaux d'entretien (jardinage, déneigement, etc.)
- Autre (covoiturage, déménagement, etc.)

DES NOUVEAUX ARRIVANTS PRIS AU CŒUR DU LABYRINTHE FISCAL

Avec l’arrivée du printemps commence doucement la saison des impôts. Pour de nombreux nouveaux arrivants francophones, la déclaration de revenus peut cependant se transformer en véritable casse-tête. Heureusement, plusieurs outils sont mis à leur disposition pour les aider à traverser cette étape cruciale de leur intégration albertaine.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



C’était la première fois, cette année, que je faisais une déclaration. Je n’avais jamais fait ça auparavant. J’étais même très étonnée d’apprendre que les impôts sont obligatoires pour tout le monde ici», explique Émilienne Binyoum, une Camerounaise d’origine qui est établie à Edmonton depuis dix mois. Dans son pays natal, explique-t-elle, les personnes qui ont un bas revenu sont exemptées de cette obligation. «Et, en général, l’impôt est surtout prélevé aux entreprises privées», ajoute-t-elle.

Sans emploi pour le moment, cette mère de famille s’imaginait donc ne pas avoir besoin de soumettre une déclaration. «En tant que nouvel arrivant, tu es surpris de devoir payer des taxes, alors que tu n’as pas de revenu», souligne-t-elle.

Ces croyances sont également très répandues parmi la clientèle de la comptable professionnelle agréée Bianca Pelchat qui est à la tête BPG Accounting inc.

«J’ai des clients qui me disent être en Alberta depuis deux ans et n’avoir jamais rempli de déclaration parce qu’ils n’avaient pas de salaire. J’essaie de leur expliquer que même sans revenu, on doit faire ses impôts chaque année», témoigne-t-elle.

Dans un effort de mieux informer cette clientèle immigrante qui est peu familière avec les règles fiscales de l’Alberta et du Canada, la comptable s’engage à fournir le plus de renseignements possible. Elle explique les documents à fournir, les crédits pouvant être réclamés, les déductions disponibles et bien plus encore.

Elle rappelle également, à qui veut bien l’entendre, que malgré l’aide de logiciels comptables tels que «TurboImpôt Canada», il peut être avantageux de faire appel à un comptable pour s’assurer de «maximiser ses crédits». «Chaque situation est différente et moi, j’aime faire du cas par cas et m’ajuster selon la réalité de chaque client», précise-t-elle.

ACCÈS, SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT
D’autres outils sont mis à la disposition des nouveaux arrivants pour les aider à comprendre le système fiscal canadien, notamment à travers le Programme communautaire des bénévoles en matière d’impôt (PCBMI) de l’Agence du revenu du Canada. Cette initiative permet à des organismes provinciaux dédiés à l’établissement et l’intégration d’offrir des formations et de mettre en place des comptoirs gratuits pour aider à la préparation des déclarations.

«L’année dernière, nos bénévoles ont aidé près de 150 personnes», explique Sabelle Gueye, directrice de l’intégration et du développement communautaire à Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP), l’un des organismes qui participent au programme. Selon elle, les nouveaux arrivants doivent être conscients des conséquences qui peuvent survenir s’ils ne remplissent pas leur déclaration chaque année, notamment en ce qui concerne l’accès aux prestations et crédits.

«On parle souvent des impôts avec eux, mais, parfois, avec toute l’information qu’ils reçoivent à leur arrivée, ça passe inaperçu. Alors, à partir de mars, on essaie d’envoyer le plus d’informations par courriel et on précise que sans déclaration, c’est possible qu’ils cessent de recevoir leurs prestations», mentionne-t-elle.

Émilienne Binyoum a été une des premières, cette année, à s’inscrire à la

clinique de la FRAP, une expérience qui lui a procuré un grand soulagement et un sentiment de sécurité. «Ils m’ont guidé à travers toutes les étapes, ils m’ont dit quels documents je devais apporter et ont répondu à mes questions», affirme-t-elle.

À Calgary, le Portail de l’Immigrant Association (PIA) propose des services similaires pour éduquer les nouveaux arrivants de la région sur le système financier canadien. Le 15 mars dernier, l’organisme a offert un atelier pour démystifier les généralités de l’impôt, auquel ont participé une centaine de personnes. «La demande est toujours forte chaque année», résume Valérie Jamga Tchatchoua, conseillère du PIA et travailleuse sociale agréée.

Elle partage un constat similaire à celui des autres interlocutrices, notant que de nombreux immigrants qu’elle côtoie

proviennent de pays où les impôts sont gérés différemment ou ne sont tout simplement pas obligatoires. Dans cette optique, ils ont d’autant plus besoin d’accompagnement. «En général, ce que je remarque quand je discute avec eux, c’est qu’ils ont très peu de connaissances sur le sujet», partage-t-elle.

Elle anticipe à nouveau cette année une forte **affluence** à la clinique d’impôts qui a aidé près de 300 nouveaux arrivants l’année précédente. «Nous sommes là pour vous aider, n’hésitez pas à venir nous voir», conclut-elle, offrant ainsi une invitation ouverte et chaleureuse à tous les nouveaux arrivants qui auraient besoin d’un coup de pouce. ▲



GLOSSAIRE

AFFLUENCE
Présence de nombreuses personnes à un endroit



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

30 ANS

de gestion scolaire francophone

CÉLÉBRATION ET SOIRÉE RETROUVAILLES

SAMEDI 20 AVRIL 2024 • COCKTAIL: 17H30 À 18H30 • SOUPER: 18H30 À 21H30
À L'HÔTEL MATRIX À EDMONTON

Inscrivez-vous!

POUR VOUS INSCRIRE ET POUR PLUS D'INFORMATION : FCSFA.CA



↑ 1. Pelagie Nianzabé, infirmière originaire de la Côte d’Ivoire, aspire à une vie meilleure à Edmonton. 2. Maguy Dorcas Nzumba Muteba, présidente d’Action Plus/ONGD. 3. Les conférencières, Mariama Gueye (à gauche) et Henriette Kandula (à droite), directrice générale de Chantier d’Afrique du Canada, souhaitent que les services proposés soient adaptés aux besoins des nouvelles arrivantes. Photos : Arouna Sissoko

FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES : UN APPEL À L’ACTION COMMUNAUTAIRE

En Alberta, les femmes immigrantes francophones font face à des obstacles pour accéder aux services essentiels. Ce blocage met en lumière des lacunes dans la politique d’intégration de l’Alberta. Pour surmonter ces défis, certains organismes communautaires francophones militent pour une meilleure prise en compte des besoins particuliers des nouvelles arrivantes francophones.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE
DISSONANCE
Contradiction affectant les sentiments


AROUNA SISSOKO
JOURNALISTE

Déménager dans un nouveau pays est un défi en soi, mais «il y a des défis particuliers quand on est une femme», souligne Pelagie Nianzabé. En 2022, cette infirmière ivoirienne et sa famille ont été piquées par le virus de l’immigration et posent leurs valises à Edmonton. «Nous sommes arrivés ici avec des rêves et des espoirs», confie-t-elle.

Deux mois après leur arrivée dans la capitale albertaine, leur fille est victime d’une crise d’asthme. Se dessine alors une première embûche à laquelle «elle ne s’attendait pas», se rappelle la native d’Abodo, l’une des dix communes qui forment le district d’Abidjan, la capitale de la Côte d’Ivoire.

En effet, lorsqu’elle accompagne sa fille à l’hôpital, cette francophone éprouve rapidement des difficultés pour se faire comprendre dans la langue anglaise qu’elle ne maîtrise pas. «C’était un challenge de communiquer avec les médecins. J’avais peur d’oublier des détails.» Heureusement, aux urgences, dit-elle, «il y avait un robot traducteur. Et j’ai pu expliquer toute la maladie depuis la genèse».

COMMUNIQUER : LE MOT D’ORDRE DES NOUVELLES ARRIVANTES

«La langue est la clé qui ouvre toutes les portes. Mais, pour nous, elle peut parfois sembler inaccessible», souligne la mère de famille. Motivée, elle suit néanmoins des cours d’anglais afin de pouvoir un jour passer outre la barrière linguistique qui se dresse devant elle en tant que nouvelle arrivante.

Sans cette maîtrise de l’anglais, «elles ont souvent du mal à communiquer avec les prestataires de services et à accéder aux informations importantes», explique Mariama Gueye, la directrice générale de la Coalition des femmes de l’Alberta, un organisme sans but lucratif qui milite pour la cause des femmes et des jeunes filles francophones.

«Cette barrière linguistique combinée à la méconnaissance des systèmes, notamment celui de la santé, précise la Sénégalaise d’origine, rend difficile l’accès aux soins pour les immigrantes francophones.» Raison pour laquelle, ajoute Mariama Gueye, «ces femmes restent cloîtrées sur elle-même et n’osent même pas faire les démarches pour chercher de l’aide».

Pour de nombreuses immigrantes francophones de la province, les différences culturelles exacerbent parfois le sentiment de décalage. «Nous venons toutes d’un autre milieu où les normes sociales sont différentes», explique Maguy Dorcas Nzumba Muteba, elle aussi récemment arrivée sur le territoire.

«S’adapter à une nouvelle culture peut être déroutante», ajoute cette Congolaise d’origine qui est aussi la fondatrice et présidente d’Action Plus/ONGD, un organisme qui accompagne les nouvelles arrivantes et leurs familles.

Cette **dissonance** culturelle se reflète souvent dans l’accès aux services. «Quand elles ont des problèmes de santé mentale, c’est une honte dans leur culture», explique Mariama Gueye. «Elles n’en parlent pas», ajoute-t-elle. Et «même si elles en parlent, ces femmes ne trouveront pas forcément un spécialiste francophone de confiance qui pourrait les aider à sortir de cette situation».

APPEL À L’ACTION COMMUNAUTAIRE

En 2023, ce sont 1 250 nouvelles «clientes» francophones sur les 2 300 personnes qui ont été accueillies à Edmonton par Francophonie albertaine plurielle (FRAP), un organisme considéré comme la porte d’entrée des nouveaux arrivants francophones.

«On est vraiment impressionné par ces chiffres», souligne Vincent Tatto Mfassu, coordonnateur des services d’établissement au sein de l’organisme. Si ces chiffres l’interpellent, il fait aussi un état des lieux réaliste, «on ne peut pas dire que les services spécialisés sont suffisants» pour cette population.

En conséquence, certaines actrices de la communauté francophone albertaine ont appelé à une action concertée lors de la table ronde *Dialogue sur les obstacles d’accessibilité aux différents services pour les femmes immigrantes francophones*, qui s’est déroulée le 16 mars 2024, au Campus Saint-Jean, à l’initiative de l’Alliance Jeunesse-Famille de l’Alberta Society (AJFAS).

«Il faut une meilleure collaboration entre les organismes francophones», a martelé Mariama Gueye. Dans la foulée, la directrice générale de la Coalition des femmes de l’Alberta a annoncé la nécessité de mettre en place un refuge dédié aux femmes francophones. «Il n’y a pas de maisons d’hébergement dédiées aux femmes francophones», précise-t-elle. Effectivement, «sur la cinquantaine qui existe en Alberta, aucune n’offre de services en français [uniquement]. Si on a de la chance de trouver une employée qui parle français, c’est déjà bien!» Un projet sur lequel l’organisme se penche très sérieusement.

Mais l’appel à l’action ne se limite pas à la communauté francophone, estime Vincent Tatto Mfassu. «Il faut aussi une implication des autorités pour faire face à ce flux» migratoire. Selon le coordonnateur, il faut plus de ressources pour appuyer les services offerts à ces populations. «Cela va contribuer à leur épanouissement et leur rêve canadien sera une réalité», conclut-il.

ASPIRATIONS ET ESPOIR

Malgré les défis, les femmes immigrantes francophones portent en elles une détermination inébranlable. «Nous sommes ici pour bâtir une vie meilleure pour nous-mêmes et nos familles», déclare Pelagie Nianzabé, les yeux brillants d’espoir.

«Je n’ai pas encore eu le lait et le miel, mais j’ai de l’espoir», ajoute-t-elle en espérant que son diplôme dans le domaine de la santé soit vite reconnu afin d’intégrer le corps médical albertain. C’est là encore un des nombreux défis qui lui reste à surmonter alors qu’elle entame une formation de deux ans pour cette validation. ▲



↑ Plusieurs personnes étaient réunies pour parler des obstacles à l’accès aux services par les femmes immigrantes francophones. Photo : Arouna Sissoko

PROFESSIONNALISER SA RECHERCHE D'EMPLOI : SOYEZ LE CONSULTANT DE VOS COMPÉTENCES



Crédit : Annie Spratt / Unsplash.com

«J’ai envoyé cent CV en deux mois et toujours rien!» «Pas un seul retour de recruteur ou de recruteuse. La recherche d’emploi commence à m’affecter...!»

« LA PLANIFICATION ET LES OUTILS DE GESTION ÉMOTIONNELLE SERONT VOS GRANDS AMIS. »

« UNE DES NOTIONS QUI EST ESSENTIELLES POUR UN ENTREPRENEUR, C’EST DE COMPRENDRE SA CIBLE, SON PERSONAE OU CUSTOMER AVATAR. »

Ces phrases expriment quelques-unes des émotions vécues par les chercheurs et chercheuses d’emploi ces dernières années, notamment dans la région de Calgary. Sentiment de frustration ou de rejet mélangé à un sentiment d’injustice et d’incompréhension, quoi de plus normal quand les économies s’amenuisent et que les objectifs de carrière ne sont pas atteints!

Dans cet article, découvrons des outils d’analyse pour ouvrir les trois portes du processus de recrutement : de la sélection du curriculum vitae (CV) aux entretiens d’embauche jusqu’à l’offre d’emploi finale.

DE LA FRUSTRATION À L’ANALYSE?

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles un recruteur ou une recruteuse ne vous contacte pas. La première raison peut venir du fait qu’il ou elle peut recevoir des centaines de candidatures en une semaine. Difficile de répondre à tout le monde de façon personnalisée surtout lorsque vous n’avez pas encore franchi la première porte du processus de recrutement : la sélection du CV.

La seconde raison peut venir de votre caisse à outils de recherche d’emploi. Dans cette caisse, il est en effet essentiel que vous ayez tout le nécessaire dès le début. Alors, voici les outils essentiels.

Pour commencer, grâce à un outil tel que le FFOM (SWOT en anglais) dans lequel vous allez regrouper vos forces, vos faiblesses, les opportunités du marché du travail et ce qui pourrait menacer votre recherche d’emploi. Vous pouvez y placer vos compétences, vos certifications et vos connaissances du marché du travail.

Une manière efficace d’en savoir plus sur votre environnement, le contexte professionnel dans lequel vous voulez évoluer (vous + le marché du travail), vous pouvez poser un objectif SMART.

Ce terme souvent utilisé dans des stratégies d’entreprise et en coaching caractérise un objectif spécifique, mesurable, atteignable, relatif à votre contexte et temporellement réalisable. Celui-ci vous permettra de ne pas tomber dans le burnout de la recherche d’emploi. Grâce à cet objectif, décomposé en plusieurs étapes SMART, vous pourrez avoir un cadre de travail et savoir si vous devez changer quelque chose au cours de votre recherche.

Une condition essentielle de cette démarche : toujours considérer votre bien-être et vos besoins pour éviter un épuisement ou une perte de motivation. Pour cela, la planification et les outils de gestion émotionnelle seront vos grands amis.

Par exemple, planifier sa semaine ou son mois est important pour atteindre ses objectifs. C’est aussi une formidable occasion d’explorer les heures auxquelles vous êtes le plus productif et aussi les techniques d’organisation qui fonctionnent le mieux pour vous.

Cela vous sera utile pour être un collaborateur actif ou une collaboratrice active une fois que vous aurez décroché votre emploi.

Enfin, les outils de gestion des émotions, comme la cohérence cardiaque ou la méditation, vous seront utiles pour gérer votre stress avant ou pendant une entrevue. Ils vous aideront aussi à avoir une plus grande conscience de vos besoins.

LA QUALITÉ DES OUTILS

Avoir des outils est une chose, encore faut-il avoir la bonne taille de clé à molette pour ouvrir les portes des processus du recrutement...

Vous pouvez vous faire accompagner, lire des articles sur le sujet, explorer les réponses d’une intelligence artificielle (ne jamais faire un simple copier-coller cependant!) pour ne citer que cela.

Pourquoi est-ce important de valider vos outils? Car vous pouvez peut-être postuler pour cent postes, mais si votre CV est dans un format trop élaboré et s’il n’est pas assez personnalisé, c’est presque jeter votre temps par la fenêtre. Avoir une réflexion sur le comment et le pourquoi vous faites les choses vous rendra plus efficace.

L’ANALOGIE DU CONSULTANT QUI VEND SES COMPÉTENCES

Si vous avez déjà eu l’occasion d’explorer l’entrepreneuriat et les notions qu’un solopreneur doit manipuler, vous observerez qu’il existe de nombreuses similarités avec la recherche d’emploi.

D’une certaine façon, le chercheur d’emploi agit comme un «vendeur» ou un «fournisseur» de compétences. Ce «fournisseur de services» doit chercher ses clients ou employeurs, mais il doit le faire en réfléchissant toujours aux

attentes de ces derniers.

Une des notions qui est essentielles pour un entrepreneur, c’est de comprendre sa cible, son *personae* ou *customer avatar*. Il en est de même pour un chercheur d’emploi; posez-vous les questions suivantes :

- Qu’attend le recruteur ou le gestionnaire qui lira mon CV?
- Quels critères (ou *must-have*) cherchera-t-il à identifier?
- Qu’attend-il de notre entrevue?

Finalement, vous êtes peut-être en recherche d’une occasion professionnelle, mais votre recherche ne serait-elle pas déjà en elle-même une opportunité? Les consultants et consultantes doivent, en effet, actualiser leurs connaissances régulièrement.

Il s’agit d’un moment incroyable dans votre carrière pour vous évaluer professionnellement. Alors, pourquoi ne pas le faire au travers de certifications ou en vous perfectionnant dans l’une des deux langues officielles, ou les deux, grâce à des ressources payantes ou même gratuites comme MAURIL.

PRENDRE LE TEMPS DE STRUCTURER SA RECHERCHE

À part de rares élus qui trouvent rapidement un emploi grâce à un réseau très développé, les candidats et candidates qui réussissent sont ceux et celles qui s’investissent en posant les étapes.

Professionnaliser votre recherche d’emploi avec des outils pertinents, des collègues (voir des collègues de responsabilisation) et une organisation bien ficelée, c’est se garantir un succès plus rapide.

Toujours perdu sur comment optimiser votre recherche d’emploi? Demandez de l’aide à des organismes offrant gratuitement de l’accompagnement en emploi ou à des coaches de carrière. Ces derniers sauront vous dire exactement ce qui vous aidera par rapport à votre profil.

Mais attention, même en étant accompagné dans votre recherche d’emploi, gardez toujours en tête que VOUS êtes la personne qui fera avancer cette aventure. Arrivez préparé à vos entrevues pour bénéficier le plus possible des conseils de votre expert ou experte en gestion de carrière! ▲

Claire Marec est une exploratrice passionnée des nuances de l’être humain. Elle a trouvé son terrain de jeu dans les ressources humaines. Armée d’une expertise d’ingénieure en optimisation de processus et de plusieurs expériences professionnelles en France et au Canada, elle vous accompagne comme conseillère en carrière en vous apportant des points de vue uniques. Suivez-la dans cette aventure où le monde professionnel devient une toile à tisser avec joie!

GLOSSAIRE

S'AMENUISER
Se réduire

AVIS IMPORTANT

 Commission canadienne des grains

 Canadian Grain Commission

Producteurs de grain

Cette compagnie vous doit-elle de l'argent?

En date du 25 mars 2024, la Commission canadienne des grains a révoqué les licences de la compagnie **Zeghers Seed Inc. s/n Zeghers Canada**.

Si cette compagnie vous doit de l'argent pour des livraisons de grain, communiquez immédiatement avec la Commission canadienne des grains. Si vous traitez avec cette compagnie le 25 mars 2024 ou après, vous n'êtes pas protégé par la garantie aux termes de la *Loi sur les grains du Canada*.

1-800-853-6705 ou 204-984-0506
ATS: 1-866-317-4289
www.grainscanada.gc.ca





CLAIRE MAREC
CHRONIQUEUSE

L'ÉVEIL

Avril 2024

Introduction

2024 marque la 35ième année d'existence de la FAFA et c'est avec joie que nous célébrons cet anniversaire tout au long de l'année.

Merci à tous ceux qui ont œuvré et qui encore aujourd'hui travaillent avec générosité ayant à cœur la mission de notre fédération d'ainés franco-albertains; soit de rassembler, d'informer et d'outiller les francophones de 50 ans et plus et, en collaboration avec les organismes partenaires, de s'impliquer pour mieux vivre.

Notre vision est bien :
s'épanouir et rayonner à
tout âge.

Mot de la présidente



Nous célébrons cette année le 35ième anniversaire de la fondation de la FAFA en novembre 1989. Tout le long de cette année 2024, nous allons souligner ce fait à travers nos projets pour culminer avec une fête spéciale à l'automne lors du Vivre Actif.

2023 a été marqué par un renouveau de la FAFA. Avec David Caron, directeur général, et les nouveaux membres du conseil d'administration, nous avons travaillé à l'élaboration d'un plan stratégique pour les années à venir ainsi qu'à la création de plusieurs sous-comités de travail. Avec des objectifs très précis, nous cherchons à concrétiser les idées, les valeurs, les passions des aînés franco-albertains d'aujourd'hui, et continuer ce qui a si bien commencé en 1989.

À notre prochain événement, "Le Plaisir d'apprendre", du **6 au 10 mai 2024**, nos trésors du passé et du présent seront exposés. Vous y trouverez toutes les publications écrites par les aînés depuis ses débuts ainsi qu'une galerie de photos qui témoigne de notre vitalité à travers les années.

Jeannine de Moissac
Présidente de la FAFA

Plaisir d'apprendre

6 au 10 mai 2024

Les inscriptions sont ouvertes! Retrouvez le formulaire en ligne sur le site de la FAFA.

Quel plaisir de nous rencontrer en mai; revoir nos amis et amies et rencontrer d'autres aînés franco-albertains. Nous pourrions aussi apprendre de nos professeurs, échanger et discuter sur toutes sortes de sujets intéressants du passé, mais aussi des sujets qui nous interpellent aujourd'hui.

Une quinzaine de cours

Un large éventail des champs universitaires représentés : sciences, histoire, art, droit, théâtre...

Des conférences inédites

Débats, sujets d'éthique ou d'actualités... Celles-ci seront suivies d'un bon repas partagé dans la fraternité.

Des activités culturelles et sociales

En fin d'après-midi nous prendrons le temps de rire avec une diversité d'activités sociales tel que la présentation de la pièce de la troupe de l'Ensemble des Sages.



Lancement d’une revue pour les aînés

L’ère moderne de la technologie et la pandémie nous ont fait réaliser que nous sommes en pleine transition des modes de communication. Désormais, nous nous rencontrons en virtuel, via Zoom. C’est un nouvel outil qui offre de nombreuses possibilités pour mieux rassembler, informer, et outiller. Pourtant, il a aussi ses limites.

Un nouveau média, une revue (électronique et papier), sera notre nouveau support pour créer des liens et faire vivre notre communauté : une plateforme pour les aînés franco-albertains d’aujourd’hui. Nous pourrons y échanger notre vécu, nos passions, nos exploits, nos talents d’artistes littéraires, visuels et toute autre forme d’expression.

Un appel à contribution est lancé à chacun d’entre vous. Nous sommes à l’écoute!

Révélation du nom de la revue

Vous avez été nombreux à suggérer un nom pour cette revue.
Nous avons reçu plus de 70 propositions parmi lesquelles nous avons choisi :
“On s’parle”

Sessions de jardinage

Les sessions de jardinage, dirigées par Odette Dionne, sont tantôt des échanges tantôt des sessions pratiques entre jardiniers d'expérience et novices. Chacun y apporte son apport au rythme de ses connaissances. L'apprentissage se fait via partages d'essais, d'expériences, de commentaires ou d'astuces enrobés de rires, d'encouragements et, bien sûr, de curiosité. Les sujets : de la graine à la récolte... à la conservation à... tout le jardin y passe!

Depuis sa fondation en 2021, une visite annuelle de jardins à Edmonton et à Calgary est organisée. Cette visite permet de se rencontrer, d’échanger, et en profiter pour sentir, goûter, admirer et s'enrichir de nouvelles idées.

L'insécurité alimentaire, la fraîcheur des aliments, le souci d'économie ou tout simplement l'amour de la nature ou le plaisir de cultiver ses propres fruits et légumes sont autant de raisons pour se mettre au jardinage. Mais peu importe les raisons celui-ci est accessible à tout le monde.
Une question au sujet de vos plantes? Conseils sur le jardinage à partager?
Que vous soyez d'Alliance, St-Isidore ou d'ailleurs, venez zoomer avec nous!

Odette Dionne

Quel avenir pour L’Éveil?

Avec la création de la revue, nos parutions dans Le Franco reprendront leur forme initiale, c’est-à-dire un bulletin d’informations qui annoncera les temps forts de la FAFA, comme les rassemblements provinciaux.

Créations artistiques

Plaisir des mots

HYMNE À LA VIE

Des oiseaux patriotes
volent courageusement
entre les bombes

Hommes et femmes
refusent de baisser les yeux
saluent le soleil

vivent comme les saisons
se succèdent, triomphent
de la noirceur

bourgeons engorgés –
leur éclatement rivalise
celui des bombes

respiration du
nouveau-né tétant le sein
son cœur palpite

bat la chamade
joie de vivre débridée
bouture de bonheur

Jocelyne Verret-Chiasson

Sessions d’art





Portrait: Michelle et Gilles Voyer

HOMMAGE AUX RÉCIPENDAIRES DU PRIX ÉGLANDE-MERCIER POUR LE TITRE D'AÎNÉS DE L'ANNÉE 2023

“Michelle et Gilles Voyer sont tous les deux membres du Club de L’Amitié de Calgary depuis plus de dix ans et toujours très actifs.

Michelle est trésorière du club depuis trois ans et elle l’a été déjà par le passé. Elle aide la personne en charge d’un évènement dans la coordination et la logistique du dit évènement. Elle est volontaire pour travailler au casino pour le Club de L’Amitié de Calgary, celui de La Société Franco Canadienne de Calgary, celui de la Cité des Rocheuses, du CANAF et du Centre d’Appui Familial. Elle est membre active des Dames de Sainte-Famille, elle aide à faire et servir le café après la messe du dimanche. Elle participe aux échanges intergénérationnels que nous avons avec des classes de nos écoles francophones.

Gilles est toujours là pour aider à préparer la salle avant et après les activités du Club de l’Amitié et vérifie que la porte soit bien fermée à clé après que tous soient partis. Ils offrent toujours le stationnement gratuit à leur usine pour nos voitures quand nous prenons un autobus pour une activité du Club de l’Amitié en dehors de Calgary.

Gilles est aussi volontaire pour travailler au casino du Club de L’Amitié, celui de La Société Franco Canadienne de Calgary, celui de la Cité des Rocheuses, du CANAF et du Centre d’Appui Familial. Gilles est aussi un membre actif des Chevaliers de Colomb au conseil 7212 Dandurand, le seul conseil francophone de Calgary.

Gilles et Michelle font tous les deux l’accueil à la messe à tous les dimanches à l’Église Sainte Famille, depuis plus de 3 ans. Durant la pandémie, ils faisaient la vérification de tous ceux qui entraient dans l’église avec la liste qu’ils avaient des personnes qui c’étaient enregistrés pour venir à la messe du dimanche. Ils faisaient aussi la désinfection de l’Église Sainte-Famille après la messe. Gilles et Michelle nous font de la tire d’érable pour notre souper des sucres au printemps au Club de l’Amitié. Ils vont faire de la tire d’érable aussi dans certaines écoles francophones et d’immersion.

Impliqués dans la francophonie à Calgary, Michelle et Gilles sont toujours prêts à aider.”

Danielle S. Launière
Présidente Club de l’Amitié de Calgary

Fafa

FÊTE FRANCO

PASSEPORT AÎNÉ • DU 4 AU 7 JUILLET 2024 • NORDEGG

10 PLACES OFFERTES

TRANSPORT ET HÉBERGEMENT GRATUITS

3 NUITS COMPRISES

Nos trésors, nos passions

4-7 JUILLET 2024

C'est le retour du printemps !

Une façon facile de semer des tomates

1. Trouver 2 verres de plastique d'environ 12 à 14 onces.
2. Couper 3 petits triangles vers le bas d'un des verres.
3. Déposer 2 pouces de terre dans le fond du verre troué.
4. Semer 2 graines de tomate et recouvrir d'un peu de terre. (À la longue, vous allez enlever une des pousses pour permettre à l'autre de croître.)
5. Remplir le second verre de 2 pouces d'eau et mettre le 1^{er} verre dans le deuxième. Il faudra que le 1^{er} verre soit surélevé. (Vous pouvez mettre une petite roche ou un marbre s'il faut le surélever.)
6. Mettre sous des fluorescents, ou des lumières spécialisées.

Au fur et à mesure que la plante pousse, y ajouter de la terre. Ceci aide à éliminer la tige trop longue quand vous allez la transplanter vers la fin mai. En plus, ce système quasi hydroponique garde la tomate toujours humectée.

Bon jardinage!

Dolorès Cadrin



Rencontrez notre équipe



DAVID CARON
Directeur général



AUXANE GUYON
Gestionnaire des communications



GRÂCE PERSIDE POERI
Gestionnaire de projets



PASMI KANKUNKU BALAYI
Technicienne de bureau



FANNY DEMARTEAU
Navigatrice communautaire



SIDIKA NOWAK
Navigatrice communautaire

Venez nous rendre visite

Edmonton

Région centre

Bureau 140L, La Cité
Francophone, 8627, rue
Marie-Anne-Gaboury
Edmonton, AB T6C 3N1

Calgary

Région sud

Bureau 124, 122 17 Ave SE,
Calgary, T2G 1H2

CONTACT



780 465-8965



fafa@fafalta.ca



www.fafalta.ca



Des recherches indépendantes montrent que les Canadiens paient plus cher leurs forfaits cellulaires pour un service de moins bonne qualité qu’ailleurs sur la planète. Photo : Jan Vašek – Pixabay

LE SERVICE DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE COUTE CHER AU CANADA

Votre forfait de téléphonie cellulaire vous coute-t-il moins cher que dans le passé? Si l’on se fie aux données de Statistique Canada, nous payons 16% de moins qu’en janvier, 26% de moins que l’année dernière et même 50% de moins qu’il y a cinq ans. Vous n’avez pas remarqué? Moi non plus.

C’était pourtant un des principaux arguments avancés par les patrons des trois grandes firmes de télécommunication au pays lors de leur passage en comité parlementaire la semaine dernière. Tony Staffieri (Rogers), Darren Entwistle (Telus) et Mirko Bibic (Bell) se défendaient de facturer des montants trop élevés pour leurs services de téléphonie cellulaire.

Le Comité permanent de l’industrie et de la technologie a décidé d’étudier la question des prix élevés des forfaits de téléphonie cellulaire en janvier. À ce moment, Rogers venait d’annoncer une hausse importante du prix de ses forfaits prépayés afin d’encourager ses clients à transiter vers des ses forfaits contractuels à long terme.

Cette hausse de prix n’a pas été bien vue à Ottawa. Il y moins d’un an, le gouvernement fédéral a donné son aval à la fusion de Rogers et de Shaw en échange d’une série d’engagements qui devaient notamment garantir l’abordabilité des forfaits de téléphonie cellulaire.

TÉLÉPHONIE MOBILE ET DONNÉES CELLULAIRES PLUS CHÈRES AU CANADA

Des recherches indépendantes montrent que le Canada est en queue de peloton, tant en matière de prix que d’offres de réseau.

Les écarts peuvent paraître scandaleux. Le prix pour un forfait cellulaire de 100 Go de données mobiles en Europe varie entre l’équivalent de 30 à 70 dollars par mois selon les pays. Le même forfait vous coûtera autour de 100 dollars au Canada. En Israël, un tel forfait peut coûter aussi peu que 10 dollars par mois.

David Dagenais est journaliste économique indépendant et entrepreneur. Auparavant, il a été journaliste à Radio-Canada après avoir terminé des études supérieures en économie politique à l’UQAM et à l’Université d’Ottawa.

Peu importe votre forfait de données, ceux offerts au Canada sont plus chers que ceux de la plupart des autres pays.

Les particularités de la géographie canadienne ou la faible densité de la population n’expliquent pas ces écarts de prix. En Australie par exemple – où la densité de population est également peu élevée –, le prix des forfaits est environ la moitié de ceux d’ici.

Sans grande surprise, des recherches montrent qu’il y a une étroite corrélation entre la compétition et le prix. Les pays qui possèdent quatre opérateurs cellulaires ou plus ont des prix systématiquement moins élevés que les pays qui ont trois opérateurs ou moins, comme le Canada et les États-Unis.

Au Canada, dans les régions où il y a un quatrième opérateur important, comme Vidéotron au Québec par exemple, les prix sont plus bas.

DIMINUTION DE 50 % SUR CINQ ANS?

Lors de l’audience du 18 mars, malgré le scepticisme des élus, les grands patrons de la télécom ont avancé sans broncher que les couts de la téléphonie cellulaire et des forfaits de données sont deux fois moins chers qu’il y a cinq ans et que si les prix étaient élevés au Canada, la faute revenait au gouvernement fédéral et aux fabricants de téléphones mobiles.

Pour soutenir leurs arguments, ils ont invoqué les données de Statistique Canada citées plus haut. Pour comprendre comment cette agence en arrive à la conclusion que les prix de la téléphonie mobile sont en chute libre au pays, il faut savoir comment elle collecte ses données.

Statistique Canada n’a pas accès aux couts réels des forfaits payés par les clients. Elle évalue les prix en fonction des prix affichés sur Internet.

Ainsi, si un forfait passe de 50 Go à 60 Go pour le même prix, Statistique Canada juge que le consommateur en a plus pour son argent et qu’en conséquence il y a eu une baisse de prix.

Évidemment cela ne correspond pas à la réalité des consommateurs. La plupart conservent leur forfait pendant des années. Souvent, des forfaits aux prix alléchants sont offerts aux nouveaux clients seulement. Quand les gigaoctets de données dépassent largement l’utilisation qu’en font les abonnés, est-ce vraiment une baisse de prix?

FRANCOPRESSE

DES RECHERCHES INDÉPENDANTES MONTRENT QUE LE CANADA EST EN QUEUE DE PELOTON, TANT EN MATIÈRE DE PRIX QUE D’OFFRES DE RÉSEAU.»
David Dagenais

DAVID DAGENAIS
CHRONIQUEUR

LA FAUTE DU GOUVERNEMENT ET DES FABRICANTS DE TÉLÉPHONES?

Rogers, Telus et Bell justifient les prix plus élevés au Canada par le cout des licences d’utilisation du spectre pour les services sans fil. Le gouvernement fédéral a récolté plus de 2 milliards de dollars lors de la dernière mise aux enchères des licences d’utilisation du spectre 5G. Le prix pour ces licences est plus élevé qu’ailleurs.

Le PDG de Bell, Mirko Bibic, a avancé que ses clients paieraient 5 dollars de moins par mois en moyenne si le prix des licences était comparable à ce que l’on retrouve à l’étranger. Même à 5 dollars de moins le forfait, on est loin du compte pour expliquer les prix plus élevés au Canada.

Le PDG de Telus, Darren Entwistle, a quant à lui avancé que les prix élevés au pays s’expliquent par le cout des appareils téléphoniques, souvent inclus dans les forfaits. Cet argument tient encore moins la route que le précédent.

Les téléphones sont vendus à un cout comparable partout sur la planète et ne sont pas inclus dans les comparaisons de prix des forfaits entre pays.

Malgré ce qu’en disent les uns et les autres, deux choses sont certaines. D’abord, les revenus et les profits des trois grands joueurs canadiens des télécommunications sont à la hausse. Ensuite, les Canadiens continuent de payer cher leurs forfaits de téléphonie cellulaire.

Le gouvernement a beau s’insurger contre cela, sans davantage de concurrence dans le marché, il est peu probable que les prix canadiens deviennent compétitifs. ▲

STATISTIQUE CANADA N'A PAS ACCÈS AUX COUTS RÉELS DES FORFAITS PAYÉS PAR LES CLIENTS. ELLE ÉVALUE LES PRIX EN FONCTION DES PRIX AFFICHÉS SUR INTERNET.»
David Dagenais

GLOSSAIRE
SCEPTICISME
Incrédulité ou manque de confiance

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wiredwireless

Dr Claude Boutin

B.Sc., D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O. Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com

Sûr. Sécurisé. Solide.

Découvrez comment nous investissons pour votre avenir. Joignez-vous à nous pour notre Assemblée publique d'information.

Lieu : Edmonton, AB

Date : Le mercredi 17 avril, de 18 h à 19 h (HAR)

Lieu : Calgary, AB

Date : Le mardi 16 avril, de 18 h à 19 h (HAR)

Pour plus d'informations et pour connaître les lieux, veuillez consulter : www.investissementsrpc.com/fr/pour-les-canadiens/assemblees-publiques

Des copies de notre rapport annuel sont accessibles à l'adresse www.investissementsrpc.com/fr ou par téléphone au 1 866 577-9510



↑ Les infrastructures scolaires francophones se multiplient en Alberta, bien qu'elles ne soient pas encore assez nombreuses pour accueillir tous les ayants droit. Photo : Gabrielle Audet-Michaud

DES INVESTISSEMENTS DANS L'ÉDUCATION FRANCOPHONE QUI COMBLEMENT UN MANQUE

Alors que la gestion scolaire francophone célèbre son 30^e anniversaire en Alberta, un constat s'impose : malgré les importants progrès réalisés au cours des dernières décennies, des défis persistent pour parvenir à une équivalence réelle avec la majorité anglophone. Or, le récent plan de financement gouvernemental pour les projets scolaires de 2024 constitue néanmoins un pas dans la bonne direction, avec des fonds alloués pour des infrastructures très attendues.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

« JE NE SAIS JUSTE PAS S'IL [LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL] RÉALISE À QUEL POINT LE BESOIN EST ÉNORME. »
Hélène Emmell

À la rédaction de cet article, les détails concernant l'échéancier et le montant total des investissements pour l'ensemble de ces annonces n'avaient pas encore été divulgués.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

« C'est difficile d'exprimer avec des mots le rattrapage qu'on a besoin de faire », lance la présidente du Conseil scolaire FrancoSud, Hélène Emmell. « Pendant plusieurs années, on n'a pas eu d'annonces [pour de nouvelles écoles] et là, ça fait deux années qu'on en a. Ça indique que le gouvernement [provincial] réalise le besoin; je ne sais juste pas s'il réalise à quel point le besoin est énorme », ajoute-t-elle.

À Calgary, la croissance de la francophonie continue de contraster avec des infrastructures scolaires insuffisantes, explique-t-elle. Pas moins de 20 390 enfants sont admissibles à l'instruction en français dans la métropole, alors que les sept établissements actuels en accueillent 2 513. Ce constat laisse entrevoir que « seulement 12% des ayants droit sont dans nos écoles », déplore la conseillère scolaire.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les établissements existants sont proches d'atteindre leur pleine capacité d'accueil. Et ils pourraient également voir leur nombre d'élèves augmenter dans les années à venir en raison de la forte « migration interprovinciale et de l'arrivée de francophones en provenance de pays étrangers ». Le déséquilibre qui en résulterait serait encore plus marqué.

« C'est difficile parce que, dans notre mandat, on est supposé s'assurer que tous les ayants droit sont au courant de l'existence des écoles francophones. On a aussi l'obligation de donner le service, mais on n'a vraiment pas les outils et les [infrastructures] pour le faire », précise la présidente.

Trois projets dans le nord de la ville pourraient cependant améliorer le portrait actuel. Le Conseil scolaire FrancoSud a notamment reçu du financement pour poursuivre son projet de nouvelle école primaire publique qui devrait ouvrir d'ici deux ans et pourra accueillir jusqu'à 350 élèves. Cette nouvelle infrastructure, située dans le nord-est de Calgary, pour-

ra prêter main-forte à l'École La Mosaïque qui est « pleine à craquer ».

PROJETS EN COURS DANS LES DEUX MÉTROPOLES

Deux projets sont également en phase de planification. Une seconde école primaire, cette fois catholique, viendra combler un besoin qui existe depuis longtemps : les deux seuls établissements catholiques de la ville sont situés dans le sud de la métropole, ce qui exige des voyages en autobus beaucoup trop longs pour les enfants. Un projet d'infrastructure pour le secondaire est aussi en cours pour soulager l'École de la Rose sauvage qui atteindra sa capacité maximale de 450 élèves dès la rentrée scolaire prochaine.

« C'est déjà prévu que septembre 2024 marquera la surcapacité de l'école, et ce, même avec l'ajout de [classes modulaires] », mentionne Hélène Emmell. Le manque d'espace étant si criant, le FrancoSud a décidé de mettre en place un modèle hybride, similaire à celui qu'on retrouve dans le système anglophone, allant de la 7^e à la 9^e année et de la 10^e à la 12^e afin de partager les élèves entre l'ancienne et la future école.

Du côté d'Edmonton, les choses semblent également se mettre en place pour bonifier l'accès à l'éducation en français dans l'ouest de la ville. « C'est une excellente nouvelle », se réjouit la présidente du Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN), Tanya Saumure. Des fonds de planification ont notamment été alloués pour l'ouverture d'un campus comprenant « deux écoles distinctes avec deux gymnases, deux noms [distincts] qui vont [se] partager un terrain ». « Il y avait un désert avec juste une école primaire catholique dans le coin. Pas d'école publique ni d'école secondaire », résume-t-elle.

Le CSCN a également annoncé l'acquisition d'une école publique primaire auprès d'Edmonton Public Schools afin de satisfaire des impératifs pressants. La seule autre école francophone du quartier est catholique et a atteint sa pleine capacité au début du calendrier scolaire.

« Pour la première fois cette année, on a dû faire des choix et déterminer que les familles qui demandaient des exemptions de cours de religion ou qui n'étaient pas catholiques devaient être transférées à [l'école] Gabrielle-Roy », explique la conseillère. Des élèves pourront intégrer le nouvel établissement dès septembre 2024.



DU RENFORT EN RÉGION

Les besoins en matière d'infrastructures peuvent sembler **incommensurables** dans les deux métropoles de l'Alberta, mais ils n'en demeurent pas moins préoccupants ailleurs en province. À Fort McMurray, des fonds ont finalement été attribués à l'École Boréale pour la construction de son nouvel édifice « Ça fait dix-neuf ans que c'est sur notre plan d'immobilisations. Des infrastructures équivalentes à la majorité, c'est important et on le répète souvent », souligne Tanya Saumure.

Elle répète être « très satisfaite par l'ensemble des fonds attribués » au CSCN et espère des progrès similaires dans les années à venir. « Il y a un très grand manque à gagner depuis 30 ans », dit-elle en faisant échos aux propos d'Hélène Emmell.

Toujours en région, le Conseil scolaire Centre-Est (CSCE) a annoncé avoir reçu du financement pour la modernisation de l'École Beauséjour à Plamondon et la modernisation de l'édifice qui abrite actuellement le projet éducatif à l'École Sainte-Catherine à Lac La Biche. Ces nouvelles installations figurent en priorité dans le plan d'immobilisations du CSCE depuis plus d'une décennie.

« Nous sommes heureux de faire partie des annonces[,] mais on ne connaît pas l'envergure du financement ni l'échéance. Nous aurons davantage de détails lorsque nous recevrons les lettres de confirmation de projets [...], » a mentionné la directrice générale du CSCE, Dolorèse Nolette, dans un échange de courriels avec la rédaction.

À Falher, des fonds ont également été accordés à l'École Héritage afin de lancer le projet de modernisation tant attendu par le Conseil scolaire du Nord-Ouest (CSNO). ▲

↑ Hélène Emmell est présidente du Conseil scolaire Francosud. Photo : Capture d'écran-Francosud

« IL Y AVAIT UN DÉSERT AVEC JUSTE UNE ÉCOLE PRIMAIRE CATHOLIQUE DANS LE COIN. PAS D'ÉCOLE PUBLIQUE NI D'ÉCOLE SECONDAIRE. »
Tanya Saumure

GLOSSAIRE
INCOMMENSURABLE
D'une intensité considérable

LES FRANCOPHONES DE MEDICINE HAT SE SUCRENT LE BEC

Samedi 16 mars, l'organisme Canadian Parents for French a organisé une cabane à sucre à Medicine Hat, dans les locaux de l'école secondaire Crescent Heights. Plus d'une centaine de personnes ont répondu à l'appel, attirées par les effluves de sirop d'érable et de poutine. L'ambiance conviviale a rappelé que la communauté francophone est bien présente dans cette ville du sud-est de l'Alberta.

MEDICINE HAT

FRANCOPHONIE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« VINGT ÉTUDIANTS DE NOTRE ÉCOLE ÉTAIENT BÉNÉVOLES, DES ÉLÈVES DE LA 9^E À LA 12^E ANNÉE DE NOTRE PROGRAMME D'IMMERSION EN FRANÇAIS. »
Lori Karwandy

« UN ÉVÉNEMENT COMME UNE CABANE À SUCRE, ÇA NOUS AIDE À DIVERSIFIER LES EXPÉRIENCES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ. »
Talon Desjardins

GLOSSAIRE

DISTINCTIF

Qui permet de se reconnaître, de se démarquer

JUSTINE LEBLOND JOURNALISTE

L'organisme Canadian Parents for French a organisé la quatrième édition de sa cabane à sucre avec succès. Un moment convivial pour «se retrouver avec les autres francophones et francophiles et s'amuser en musique», sourit Lori Karwandy, l'une des organisatrices de l'événement, membre de l'association et enseignante à la retraite. Lori fait le décompte avec sourire et annonce plus de 150 participants de tout âge.

«On est arrivés vers midi. Il y avait de la bonne musique, beaucoup à manger... On a eu beaucoup de *fun* pis on a aimé ça», raconte Gerald Ouellet, venu en famille au rendez-vous francophone. «Oui, la musique, c'était très bon, ajoute Anik, sa fille de 13 ans. Il y avait aussi beaucoup de sucre!» Sans oublier la poutine appréciée par toute la famille. «Elle était avec des patates, c'étaient pas des frites, mais c'était très bon, avec le fromage en grains», salive encore le père de 48 ans.

L'événement a eu lieu dans la cafétéria de l'école secondaire Crescent Heights, qui propose un parcours en immersion française à ses élèves. Plusieurs d'entre eux étaient d'ailleurs bénévoles lors de cette journée.

Ils ont accueilli les visiteurs avec des chandails **distinctifs** de couleur bleue pour marquer leur engagement pour la cabane à sucre. «Beaucoup d'élèves nous ont aidés en cuisine, nous ont accueillis dans les locaux», s'enthousiasme Lori Karwandy.

«Vingt étudiants de notre école étaient bénévoles, des élèves de la 9^e à la 12^e année de notre programme d'immersion en français. Ils étaient là pour parler en français, participer aux activités et aider», ajoute Aga Desjardins, directrice adjointe de l'école secondaire.

Comme pour toute cabane à sucre, le sirop d'érable coulait à flots. «C'était de la vraie cuisine canadienne-française avec des fèves au lard, du jambon, des petits pains et des tartellettes au sirop d'érable», explique Patricia Auger-Iannattone, enseignante à la retraite et membre fidèle de la communauté francophone de Medicine Hat.

DE LA MUSIQUE POUR MIEUX DIGÉRER

La dégustation du repas typiquement québécois s'est faite en musique, sur des notes d'accordéon et de violon avec le groupe francophone Le Fuzz Duo, composé de Jason Kodie et Frank Bessai venus d'Edmonton pour l'occasion. «On a tous chanté au début, comme geste d'accueil, la chanson-comptine *Bonhomme, bonhomme, sais-tu jouer?* On avait les paroles et la plupart des gens ont chanté!», se souvient Patricia Auger-Iannattone.



Le groupe francophone Le Fuzz Duo, originaire d'Edmonton, a joué de la musique tout au long du repas. Photo : Darin Clisby



Les militaires de la base de Suffield ont offert de la tire d'érable à l'extérieur de l'école. Photo : Shanti Clisby



Un francophone originaire du Québec avec sa tire d'érable à la main. Photo : Shanti Clisby



L'activité traditionnelle d'une cabane à sucre : la tire d'érable. Photo : Shanti Clisby

Le groupe a joué de nombreux morceaux de musique traditionnelle québécoise. «Ils ont joué La Bottine souriante (NDLR : groupe de musique traditionnelle), une couple de leurs chansons que j'aime. C'était vraiment de la musique pour une cabane à sucre!», sourit Gerald Ouellet.

Quand Canadian Parents for French a organisé sa première cabane à sucre à Medicine Hat en 2018, les membres de l'organisme étaient seuls à gérer l'organisation. Quelques années plus tard, après deux éditions annulées par la pandémie de COVID-19, l'association peut désormais compter sur des partenaires pour rendre ce rendez-vous encore plus festif.

En plus de l'école secondaire, des militaires de la base des Forces canadiennes de Suffield (BFC Suffield) ont mis la main à la pâte. «Avec l'aide de Kona Ice (NDLR : un camion à barbotines), on a organisé et fait la tire d'érable en extérieur», sourit Talon Desjardins, chef d'équipe à la BFC Suffield. Munis de leurs petits bâtons en bois, les participants ont ainsi pu respecter la tradition de la cabane à sucre en roulant et dégustant de la tire d'érable!

«La tire était vraiment fameuse. Beaucoup de personnes attendaient en ligne pour en avoir», se remémore Anik, élève de l'école francophone Les Cyprès. Pour la jeune fille, l'organisation d'événements francophones dans la ville «apporte cette culture dans notre communauté et ça aide à montrer le français à d'autres fa-

milles qui ne le parlent pas beaucoup». Son père, Gerald, a été très étonné de découvrir autant de francophiles à Medicine Hat.

UN RENDEZ-VOUS ANNUEL POUR LES FRANCO-PHONES DES ALENTOURS

«Un événement comme une cabane à sucre, ça nous aide à diversifier les expériences au sein de la communauté», s'enthousiasme le militaire Talon Desjardins.

«Dans une ville comme Medicine Hat, il n'y a pas beaucoup de personnes qui parlent en français. Donc, c'est important de rassembler des personnes autour de cette culture francophone et de vivre ensemble cette expérience», complète la directrice adjointe de l'école secondaire.

Plusieurs habitants de l'extérieur de la municipalité ont fait le déplacement pour l'occasion. «Quelques personnes sont venues de Lethbridge et de Swift Current, des gens qui ont déménagé de Medicine Hat et qui sont revenus spécialement pour la cabane à sucre! Il y avait aussi une personne d'Halifax, qui travaille à mi-temps à la base militaire, donc c'était génial», décrit Lori Karwandy.

Pendant le repas, de nombreux échanges ont eu lieu en français, l'occasion pour les élèves en immersion de pratiquer la langue et pour les francophones d'avoir le plaisir de parler leur langue avec d'autres! ▲



Légende photo 1 : Les participants à la cabane à sucre ont trouvé des tables bien garnies! Photo : Darin Clisby

ENFANTS ET ADULTES, À CHACUN SON YOGA

Rares sont les disciplines sportives qui ont la capacité de transcender les générations et divertir aussi bien les jeunes enfants, les adultes que les aînés. Le yoga, par sa nature rassembleuse, communautaire et universelle, réussit pourtant à offrir à chacun une expérience unique. Et qui sait, peut-être qu'occasionnellement cette expérience se vivra même en français!



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

J'AI DES ÉLÈVES DE TOUS LES ÂGES. LES PLUS VIEUX APPROCHENT LES 80, MAIS JE VOIS AUSSI DES JEUNES.»

Sophie Dufresne



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



J'ai des élèves de tous les âges. Les plus vieux approchent les 80, mais je vois aussi des jeunes», explique Sophie Dufresne, une instrutrice de Calgary et propriétaire de l'entreprise Yoga from the Heart. Ce printemps, elle enseigne au Centre d'Appui Familial du Sud de l'Alberta (CDAF) une fois par semaine pour permettre à des francophones d'expérimenter cette discipline dans leur langue.

«Pour l'instant, on a surtout des femmes de la mi-vingtaine à la mi-trentaine», observe-t-elle. Dans les dernières années, l'instructrice s'est également spécialisée dans les leçons de yoga prénatal et postnatal, ainsi que dans le yoga-thérapie. Pour elle, la pratique peut être adaptée à tous les niveaux de compétences et à toutes les situations de vie.

«Si tu as 75 ans, tu vas chercher autre chose que si tu en as 15. On peut faire la même posture, mais avoir une expérience complètement différente parce que le côté interne joue beaucoup. Ce qu'on vit influence la manière dont on agit sur le tapis», analyse la yogi.

Au CDAF, Sophie cherche à rendre ses cours le plus accessible possible afin que tous se sentent inclus. Pour garder «les choses simples», elle répète, lors des premières séances, des postures de base, du chien tête baissée au guerrier, en passant par l'arbre et ajoute progressive-

ment des niveaux de difficulté au fil des semaines.

Elle n'hésite pas non plus à ajuster ses enseignements en fonction des aptitudes de ses élèves. «Si les gens sont très souples, on essaie de travailler la force, le tonus. S'ils sont raides, on travaille complètement autre chose», résume-t-elle.

Cette passionnée précise qu'elle «ne réinvente rien», mais que le yoga est avant tout une discipline interne qui permet de se découvrir en profondeur, nous invitant à vivre pleinement le moment présent et à observer nos réactions à chaque posture.

POUR LES PETITS ET LES GRANDS

Une autre facette du yoga, moins connue, se déploie dans son côté ludique qui a certainement la capacité de séduire les enfants, raconte Marye-Ève Laquerre, propriétaire de Nomade Yoga. Depuis plusieurs années, elle se déplace dans les écoles canadiennes pour enseigner cette discipline. «Tu dois te réinventer pour être certain de captiver leur attention. Il faut travailler fort», précise-t-elle.

Avec les plus petits, elle a l'habitude de changer le nom des postures et même de raconter ou de lire des histoires. Cette approche ludique permet au mouvement de s'intégrer de manière naturelle. «Au lieu de faire le guerrier, ils font la girafe par exemple. On leur dit qu'on va dans la forêt, qu'il y a du vent et qu'ils doivent respirer», décrit l'entrepreneure.

Elle vulgarise aussi certains concepts scientifiques pour faire comprendre aux jeunes qu'ils n'ont pas seulement besoin «d'avoir de gros muscles» pour exceller au hockey ou au soccer, mais qu'ils peuvent aussi intégrer une pratique régu-



lière de yoga pour «faire de l'espace dans leur corps et prévenir les blessures».

D'après l'instructrice, les jeunes apprécient particulièrement les exercices de respiration, allant même jusqu'à les pratiquer «en cachette dans leur chambre ou avant un examen». «Ayant moi-même été une enfant qui faisait de l'anxiété et qui n'était pas bien dans la société, je sais à quel point il y a des besoins énormes pour aider les enfants à réguler leurs émotions et apprendre à mieux respirer», ajoute-t-elle.

Récemment, Marye-Ève était de passage dans l'Ouest pour animer des ateliers à l'École Notre-Dame des Monts, à Canmore. Elle aspire à ce que les connaissances qu'elle a partagées avec les enseignants, ainsi que le livre électronique qu'elle a mis à leur disposition, contribuent à établir une pratique pérenne dans l'école.

«Le but, c'est de créer du matériel et partager mes connaissances pour que les enseignants puissent ensuite intégrer le yoga dans leurs salles de classe. C'est ce qu'on essaie de faire dans toutes les écoles francophones que l'on visite», conclut-elle. ▲

↑ Marye-Ève anime des ateliers de yoga dans les écoles francophones un peu partout au Canada. Photo : Courtoisie



TU DOIS TE RÉ-INVENTER POUR ÊTRE CERTAIN DE CAPTIVER LEUR ATTENTION. IL FAUT TRAVAILLER FORT.»

Marye-Ève Laquerre



GLOSSAIRE

YOGI

Personne qui pratique le yoga

DATE

APRIL 26 AVRIL

12 h 10 (HR)

Zoom

PANEL VIRTUEL - VIRTUEL PANEL

Express ACCENT

ACCENT sur les technologies

ACCENT on technologies

PANÉLISTES - PANELISTS

MODÉRATRICE - MODERATOR

Anny Ntwari

Coordonnatrice du projet ACCENT / ACCENT Project Coordinator

Anne Hébert

Stratège et chef du Projet Mauril / Mauril strategist and project leader

Krista Plumb

Consultant principal en éducation pour Matific - Amérique du Nord / Matific Senior Education Consultant - North America

accent

Alberta

CANADIAN PARENTS FOR FRENCH

POUR PLUS D'INFORMATIONS ET INSCRIPTION :
FOR MORE INFORMATION & REGISTRATION:

ACCENTALBERTA.CA/EXPRESSACCENT



↑ Le ski alpin compétitif représente un investissement de plusieurs dizaines de milliers de dollars par année. Photo : Courtoisie

DES ATHLÈTES FRANCOPHONES EN QUÊTE DE SOUTIEN

Le sport de compétition en Alberta, tout comme dans le reste du Canada, souffre d'un manque cruel de financement. Les athlètes sont souvent laissés à eux-mêmes, à la recherche de commandites pour financer équipement et compétitions, et ce, malgré l'accompagnement des fédérations qui, elles-mêmes, manquent de moyens. Le moteur de leur persévérance : l'amour du sport et l'ambition d'une carrière internationale.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

« ON SAIT QU'ON SE PRIVE, MAIS ON REGARDE CE QUE ÇA APPORTE AUX ENFANTS ET ÇA PREND TOUT SON SENS. »
Patrick Cais

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

« Nous faisons un revenu que je qualifierais de confortable et il n'en demeure pas moins que c'est la [dépense] la plus importante dans notre budget. On ne va pas forcément en vacances, on a une maison qui est raisonnable. On fait moins de rénovations. On sait qu'on se prive, mais on regarde ce que ça apporte aux enfants et ça prend tout son sens », relate Patrick Cais en faisant référence à ses deux fils, Baptiste et Thomas, qui pratiquent le ski alpin de compétition depuis une dizaine d'années dans les Rocheuses.

Entre l'adhésion au club de ski de Lake Louise, les forfaits de ski et l'équipement, les dépenses par saison peuvent facilement se chiffrer entre 20 000 et 25 000 dollars par athlète, raconte-t-il. « C'est très onéreux. » Certaines astuces peuvent bien sûr faire descendre la facture, comme trouver des tarifs préférentiels pour l'affûtage ou pour l'équipement de ski, mais ce ne sont pas des solutions miracles.

Impossible aussi de revendre les anciennes paires de skis, celles-ci sont usées jusqu'à la corde après avoir été utilisées par ses garçons. « Ils ont facilement huit paires chacun entre l'entraînement et la compétition. Ça [les frais] augmente vite », explique le père de famille.

À travers les années, les Cais se sont donc repliés sur les partenariats avec des commanditaires pour réduire leurs dépenses, mais ce genre de collaboration ajoute évidemment une certaine pression sur Baptiste et Thomas qui doivent obtenir de bons résultats pour garder ce soutien financier. « On collabore avec une compagnie qui nous fournit des skis, mais ce n'est pas

gratuit non plus, ce sont des rabais de 40% », précise le francophone.

QUAND HAUT NIVEAU RIME AVEC BAS REVENU

Les familles de skieurs albertains peuvent compter sur des bourses offertes par l'Alberta Alpine Ski Association pour encourager les étudiants athlètes. Toutefois, les montants attribués sont « sporadiques » et ne couvrent pas l'entièreté des dépenses d'une saison.

L'Association amasse également des fonds pour soutenir les athlètes qui font partie de l'équipe provinciale et doivent s'acquitter des frais liés aux compétitions et aux déplacements à travers l'Ouest canadien et les États-Unis.

Encore une fois cependant, « tout est une question de commandites et comme le ski alpin n'a pas autant de notoriété que le hockey, les compagnies sont moins enclines à donner leur appui financier », confie Patrick. En fait, l'Association dispose de « très peu » de moyens pour aider les athlètes. « Les dépenses des skieurs sur l'équipe provinciale peuvent facilement s'élever jusqu'à 40 000 dollars, même avec les commandites », lance-t-il.

Ce constat soulève un enjeu persistant et bien plus étendu : les athlètes de haut niveau ne reçoivent pas de véritable salaire au Canada et doivent la plupart du temps financer leur rêve à même leur poche. Plusieurs d'entre eux terminent leur carrière « avec pratiquement rien dans leur compte bancaire ». « Ils vont consacrer vingt ans à leur sport et ils se retrouvent en précarité financière à la fin de leur parcours », témoigne le père de famille.

Le Programme d'aide aux athlètes (PAA) de Sport Canada peut évidemment leur être bénéfique, mais les athlètes doivent évoluer dans l'équipe nationale, participer aux championnats du monde et avoir des objectifs olympiques pour y avoir accès.

HANDICAP ET PETITE REINE, MÊME COMBAT

La situation n'est guère plus reluisante pour les athlètes en situation de handicap, comme Salomon Grigy qui aspire à décrocher le titre de champion du monde

en paracyclisme et à se qualifier pour les jeux paralympiques.

« Il y a du financement si tu es membre de l'équipe nationale. L'équipe provinciale, elle, prend en charge certaines dépenses comme les déplacements, mais la plus grande partie est à la charge des athlètes », raconte cet adolescent de quinze ans atteint de diplégie spastique.

Les dépenses liées au cyclisme sont un peu moins élevées que celles du ski, mais elles se situent généralement entre 10 000 et 15 000 dollars par an. La recherche de commandites est également cruciale. « Je fais des recherches, j'essaie de trouver des compagnies locales et je leur envoie un courriel pour voir si elles aimeraient collaborer », explique le jeune athlète.

Heureusement, certaines ressources sont disponibles à Calgary afin d'atténuer le fardeau financier. L'athlète est par exemple affilié au BICISPORT Calgary Cycling Club, une organisation sans but lucratif qui œuvre notamment à rendre le sport plus accessible aux jeunes et aux paracyclistes. En payant une adhésion de 120 dollars par an, le Club couvre de son côté les frais engagés dans l'année en fonction des fonds disponibles.

« Pour nous, l'année dernière, cela a représenté 3200 dollars pour les frais de coaching, de licence auprès de la province et des engagements dans les courses (frais d'inscription et hébergement) », témoigne Maria Grigy, la mère de Salomon. « On doit faire entre cinq et dix heures de volontariat par an pour aider le club en échange », ajoute ce dernier.

UN DÉFI DE PLUS POUR LES PARA-ATHLÈTES

Si le financement des sports est déjà un défi pour ceux qui pratiquent une discipline autre que le hockey, le football ou le soccer, les athlètes ayant un handicap font face à encore plus d'embûches au quotidien puisque les parasports sont très peu développés dans les provinces canadiennes, confie Maria.

« Au niveau provincial, les choses vont peut-être bouger. J'ai justement rendez-vous avec la coach de [l'équipe] provinciale cette semaine. L'objectif, c'est vraiment de réussir à développer le paracyclisme et rendre le sport plus accessible », explique-t-elle.

Parmi les défis, les compétitions au provincial sont structurées de sorte que les paracyclistes affrontent des athlètes valides, sans tenir compte de leur handicap, ce qui peut constituer un facteur de démotivation.

Le handicap de chaque athlète est catégorisé de C1 à C5 en fonction de sa gravité. Lors des compétitions, ces catégories représentent habituellement un pourcentage de réussite de performance. En bref, « [...] comme les paras concourent tous en même temps au national, le premier qui arrive ne sera donc pas forcément celui qui va gagner. Mais les catégories ne rentrent pas en compte ici », précise Maria.

Elle espère qu'une démocratisation du parasport pourra éventuellement servir d'autres jeunes athlètes en situation de handicap à trouver une voie d'accomplissement comme cela a été le cas pour son fils. « Il y a de plus en plus d'inclusion, alors j'ai espoir. » ▲



« J'ESSAIE DE TROUVER DES COMPAGNIES LOCALES ET JE LEUR ENVOIE UN COURRIEL POUR VOIR SI ELLES AIMERAIENT COLLABORER. »
Salomon Grigy



« AU NIVEAU PROVINCIAL, LES CHOSES VONT PEUT-ÊTRE BOUGER. J'AI JUSTEMENT RENDEZ-VOUS AVEC LA COACH DE [L'ÉQUIPE] PROVINCIALE CETTE SEMAINE. »
Maria Grigy

Le Calgary Adapted Hub Supports et la Paralympic Sports Association sont deux organisations albertaines qui peuvent aider les familles qui ont des enfants en situation de handicap à trouver des programmes sportifs qui puissent leur convenir.

*
GLOSSAIRE
SPORADIQUE
Qui se produit de manière irrégulière

Projet diversité féminine (DFD)

Un projet qui donne de la visibilité aux femmes artistes autochtones, métisses et noires francophones.

Jusqu'au 29 février le musée présente Gaïa, terre Mère, un thème sur le changement climatique.

Heures d'ouverture : mer, jeu et ven de 10h30 à 17h (fermé pour l'heure du midi)
116 et 118, 8627 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton (AB) T6C 3N1

Contactez-nous : info@wamsoc.ca | 780 803 2016 | wamsoc.ca

musée d'art de la femme

m a f

w a m

women's art museum



↑ Adel Mwika, co-animatrice du Gala, entourée du conseil d'administration et du personnel du PIA. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS



↑ Buffet pour satisfaire les papilles! Photo : Raphaël Oulaï - OCMS



↑ Edwin Fomyniam, co-animateur du Gala, en compagnie d'autres hommes venus célébrer les femmes. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS



↑ De gauche à droite : Georges Pigoué, l'honorable Tanya Fir, Guillaume Laroche, Evelynne Kemajou, Nathalie Lachance, Serge Pétronille Makuetché et Mariama Gueye. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS

MOSAÏQUE CULTURELLE AU GALA DE RECONNAISSANCE DES FEMMES À CALGARY



↑ Sur le tapis rouge, plusieurs ont défilé. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS

Le samedi 9 mars dernier, l'atmosphère était des plus conviviales à l'hôtel Royal de Calgary avec plus de 250 personnes présentes pour le gala de reconnaissance présenté par le Portail de l'Immigrant Association en collaboration avec la Coalition des femmes de l'Alberta et de nombreux partenaires communautaires.



Organisé dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes et du Mois de la francophonie albertaine, le Gala de reconnaissance vise à célébrer la diversité des femmes et à reconnaître leurs contributions au bien-être de la communauté.

C'est avec **panache** que la soirée a commencé grâce à la prestation du groupe Hakili qui, par les sons des djembés, le chant et la danse, a fait voyager les invités dans les multiples régions de l'Afrique de l'Ouest.

Les invités ont ensuite été inspirés par les allocutions des organisateurs et des commanditaires officiels. L'honorable Tanya Fir, ministre des Arts, de la Culture et de la Condition féminine, et Nathalie Lachance, présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), ont pris part au bal des discours en insistant sur l'importance de souligner et de célébrer avec fierté le travail et l'apport des femmes francophones au sein de notre société multiculturelle canadienne.

DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES BIEN PRÉSENTS

Les organismes communautaires du sud et du nord de l'Alberta ont aussi profité de cette occasion pour décerner le prix «Employée de l'année». D'autres, tels le Réseau santé Alberta, l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta et le Conseil de développement économique de l'Alberta, ont profité de l'occasion pour remettre des prix à des femmes qui se sont distinguées dans les secteurs de la santé, de la promotion des droits de la femme et de l'entrepreneuriat.

Marie Monfret, lauréate du prix «Entrepreneuriat» pour Happy Crepes, s'est sentie fière et valorisée par cette reconnaissance et a dit que ce prix est un élément motivateur pour persévérer dans son aventure entrepreneuriale.

DIVERSITÉ CULTURELLE, ARTISTIQUE ET GASTRONOMIQUE

Le clou de la soirée a été sans équivoque la forte présence des diverses communautés ethnoculturelles de Calgary. Alliant traditionnel et contemporain, les tenues colorées et étincelantes du karakou algérien, du mushanana burundais, du kadamoul tchadien ou du kaftan marocain, pour ne nommer que quelques-unes, ont pu être découvertes et admirées des participants.

LE FRANCO EN COLLABORATION SPÉCIALE AVEC ZINHA MUABI ET LE PIA



Les danseuses des groupes Carifest et Glam 'n Groove. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS

LE CLOU DE LA SOIRÉE A ÉTÉ SANS ÉQUIVOQUE LA FORTE PRÉSENCE DES DIVERSES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES DE CALGARY. ALLIANT TRADITIONNEL ET CONTEMPORAIN, LES TENUES COLORÉES ET ÉTINCELANTES DU KARAKOU ALGÉRIEN, DU MUSHANANA BURUNDAIS, DU KADAMOUL TCHADIEN OU DU KAFTAN MAROCAIN, POUR NE NOMMER QUE QUELQUES-UNES, ONT PU ÊTRE DÉCOUVERTES ET ADMIRÉES DES PARTICIPANTS.»



Salle comble à l'hôtel Royal de Calgary. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS



Ces communautés, en plus de celles des Philippines, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Ukraine, d'Haïti, de la Guinée et du Sénégal, ont aussi eu l'occasion de remettre le prix «Bénévolat» pour souligner l'implication et le dévouement exceptionnel d'une femme dans leur communauté.

Parsemée de performances captivantes, d'une animation du tonnerre, d'un succulent buffet et d'invités de marque de toute la diversité, l'édition 2024 du Gala de reconnaissance des femmes a été une soirée remarquable, qui restera longtemps dans la mémoire des membres de nos communautés. ▲

Les invités suivent les pas de danse du groupe Hakili Drum & Dance. Photo : Raphaël Oulaï - OCMS

GLOSSAIRE

PANACHE
Qui a de l'allure, de l'élégance, du charisme

LE FRANCO
DEPUIS 1928, LE SEUL JOURNAL DE
LANGUE FRANÇAISE EN ALBERTA

LE FRANCO VOUS PROPOSE
UN TOUR D'HORIZON DES
HISTOIRES QUI FONT LA
FRANCOPHONIE D'ICI.

lefranco.ab.ca

LE FRANCO
L'ÉQUIPE

- POUR CONTACTER LE JOURNAL :
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- ARNAUD BARBET
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPITRE@LEFRANCO.AB.CA
- ISABELLE DÉCHÈNE GUAY
RÉVISEUR
- GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA
- CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS
ÉTIENNE HACHÉ, JUSTINE LEBLOND,
MARIANNE DÉPELLEAU, DAVID DAGENAIS,
CLAIRE MAREC
- La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Lignes Agates Marketing

FIER MEMBRE

Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

LA GRANDE INCERTITUDE

L'actualité internationale des derniers mois fut particulièrement intense et inquiétante. Chaque jour qui passe se traduit par davantage de vies perdues et de terribles souffrances. Il est devenu bien difficile de prévoir ce que nous réservent les semaines et les mois à venir tant le monde est entré dans ce que j'appellerais la grande incertitude et cela dans plusieurs endroits du globe.

« C'EST PEUT-ÊTRE EN 1989 QUE CE QUE NOUS VIVONS AUJOURD'HUI COMMENÇA AU SEIN D'UN GRAND ENSEMBLE, L'EUROPE. »

« LE RÉVEIL EST DIFFICILE POUR L'OCCIDENT, TOUT PARTICULIÈREMENT POUR L'EUROPE DONT LES CAPACITÉS DÉFENSIVES ET MILITAIRES SONT LIMITÉES. »

L'incertitude est à ce point que nous n'avons plus de larmes à verser face à des tragédies de nature similaires à bien d'autres, mais dont la réaction politique musclée nous paraît relever tout à fait de l'inhumanité. Seul Dieu, peut-être, pourrait nous garder de douter que les individus capturés violemment par les forces de l'ordre russes soient réellement les auteurs de l'attentat de Moscou. Et même si c'était vraiment le cas, George W.-F. Hegel nous met en garde. Dans un tout petit texte, *Qui pense abstrait?* (1807), il explique que la pensée abstraite consiste à «ne voir dans le meurtrier que cette abstraction d'être un meurtrier, et, à l'aide de cette qualité simple, anéantir tout autre caractère humain». Comment expliquer par ailleurs tous ces drames et ces tragédies qui se déroulent sous nos yeux? Faut-il voir une relation logique (causale) dans la série de conflits sur la planète (guerres civiles au Yémen, terreur en Syrie, conflit israélo-palestinien, intervention militaire russe en Ukraine, terrorisme international, menace chinoise sur Taïwan, chantage nucléaire nord-coréen, déstabilisation et coups d'État en Afrique)? Chose certaine, toutes ces tensions créent une incertitude généralisée. Outre qu'elles affectent les régions et les populations locales concernées, c'est la stabilité de l'ordre politique international qui est en jeu.

DE 1989 À 1999, UN TOURNANT DÉCISIF...

On a parlé de la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 comme d'un événement majeur dans l'histoire contemporaine. Généralement perçu comme positif, puisqu'il a marqué la fin de la Guerre froide et le début d'une série de changements démocratiques décisifs dans la construction et l'extension de l'Union européenne, ce moment historique n'a pas moins contribué aux nationalismes — notamment en Europe de l'Est, lieu de vives tensions ethniques, autrefois réprimées de manière sanglante par les régimes communistes —, ainsi qu'au sentiment d'une perte d'identité culturelle, accompagnée, surtout aux yeux de la Russie, d'une menace croissante à son existence, du fait de la puissance militaire occidentale, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), désormais à ses portes.

En effet, c'est peut-être en 1989 que ce que nous vivons aujourd'hui commença au sein d'un grand ensemble, l'Europe. Désormais, la menace ne serait plus extérieure, mais bel et bien intérieure. Toute la question était donc de savoir comment la prévenir. On parlait d'une Europe forte et solidaire où il n'y aurait plus de conflits. Pourtant, il y a vingt-cinq ans exactement, le 24 mars 1999, des avions de l'OTAN allaient bombarder la Serbie pour mettre fin à la guerre qui faisait rage au Kosovo. Or, en prenant la décision de sévir militairement, l'OTAN déclarait ainsi la guerre à un pays souverain, sans avoir obtenu le feu vert explicite du Conseil de sécurité de l'ONU.

La décision des alliés, Bill Clinton (États-Unis), Jacques Chirac (France) et Tony Blair (Royaume-Uni) en tête, pour agir unilatéralement sans passer par l'adhésion de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité, devenait inévitable malgré les nombreuses tractations diplomatiques. À la fin des années 1990, en plein cœur de l'Europe, les anciennes républiques yougoslaves étaient complètement déchirées. La Croatie et la Bosnie-Herzégovine sortaient tout juste de guerres d'indépendance terribles face à la Serbie. Toute la région était à genoux quand, brusquement, la situation s'enflamma au Kosovo. Les indépendantistes kosovars réclamaient, à leur tour, l'indépendance. République devenue indépendante depuis le 17 février 2008, le Kosovo était jusque-là une région autonome, majoritairement peuplée



Photo : Public domain, via Wikimedia Commons.

à 90% de musulmans albanophones, mais rattachée à la Serbie orthodoxe du président Slobodan Milojević, alliée historique de la Russie.

L'UNILATÉRALISME QUI DONNE DU GRAIN À MOUDRE À LA RUSSIE

Les bombardements réalisés dans le cadre de l'opération Force alliée lancée par l'OTAN vont surtout être justifiés par un événement précis qui eut lieu le 15 janvier 1999, soit le massacre de Račak, un petit village situé dans le sud du Kosovo. Ce jour-là, entre 45 et 51 personnes furent massacrées par des policiers serbes. Dans la foulée, les négociations diplomatiques entamées entre les autorités serbes et les indépendantistes kosovars pour aboutir à un règlement politique lors des accords de Rambouillet organisés par le Groupe de contact (Grande-Bretagne, Italie, France, Allemagne, États-Unis, Russie et Chine) se solderont par un échec. Pendant ce temps, depuis Moscou, Vladimir Poutine, par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères de l'époque, Evgueni Primakov, persistait à penser que davantage de temps devrait être accordé à Belgrade avant que la communauté internationale impose des sanctions, notamment sur les armes.

Mais, trop peu, trop tard. L'OTAN décida alors de bombarder : bombardement qui dura soixante-dix-huit jours, jusqu'au 10 juin. La légalité de cette intervention militaire restera fortement contestée. À cela s'ajoute le débat sur la véracité ou non des crimes commis à Račak. D'autant plus contestée que, de l'avis de certains, les exigences occidentales stipulaient un droit de passage absolu pour le personnel et le matériel de l'OTAN à travers la République fédérale de Yougoslavie, tel que formulé dans l'annexe B des accords de Rambouillet. Cette intervention militaire résonne encore aujourd'hui dans les discours du président Poutine.

Tout concourt à penser en effet que la décision de l'OTAN d'agir unilatéralement constitua la toile de fond du fameux discours de Poutine le 10 février 2007 à la 43^e Conférence de Munich sur la sécurité. Ce jour-là, le président russe s'exprima en ces termes : «l'élargissement de l'OTAN est une provocation qui sape la confiance mutuelle et nous pouvons

légitimement nous demander contre qui cet élargissement est dirigé». Poutine venait de poser les principes d'une refonte des relations internationales qui guident désormais la diplomatie russe. Or, à l'époque, personne ne l'a pris au sérieux. Son discours sera vite oublié comme s'il n'avait jamais été prononcé.

LE PRIX DE L'ENFERMEMENT

Le motif d'une menace à l'intégrité territoriale de la Russie par l'OTAN pour justifier ses retournements politiques multiples sera régulièrement suivi de nombreux avertissements de la part de Poutine : les 9 mai 2015 et 2021, lors des cérémonies sur la place Rouge à Moscou qui marquent le Jour de la Victoire de l'Armée rouge en 1945; en 2012 lorsqu'il estimait que «la Russie ne peut pas dépendre uniquement des moyens diplomatiques et économiques pour résoudre un conflit»; le 24 février 2022, lors d'un discours télévisé pour justifier l'invasion de l'Ukraine («qui-conque essaie de nous empêcher de l'extérieur doit savoir que la réponse sera immédiate et entraînera des conséquences que vous n'avez jamais connues»); ainsi que le 26 février 2022, où l'agence russe RIA Novosti produisit cette fois un article signé du chroniqueur pro-Poutine, Pyotr Akopov («La Russie [...] a montré que l'ère de la domination occidentale mondiale peut être considérée comme complètement et définitivement révolue», cf. fondapol.org).

Le réveil est difficile pour l'Occident, tout particulièrement pour l'Europe dont les capacités défensives et militaires sont limitées. Une Europe non seulement minée de tous bords par un retour des nationalismes exacerbés, mais dont le destin dépend maintenant en partie d'un conflit à l'extérieur de ses frontières. Jusqu'à tout récemment, on croyait que la diplomatie allait l'emporter sur le conflit en Ukraine. Rêveurs furent nos leaders politiques. Rêveurs et lâches à la fois. Nous voilà à la case départ. Pour nous sauver, l'OTAN, cette force militaire qui avait décidé d'agir unilatéralement en Serbie et sans doute permis à la Russie de reconstruire son économie de guerre. Que fera maintenant l'OTAN, jusqu'où ira Poutine? C'est la grande incertitude. ▲

GLOSSAIRE
RÉPRIMÉ
Étouffé, maîtrisé

Étienne Haché
est philosophe
et professeur
de Lettres /
Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR